Séguy et Maire prêts à se battre... ...entre eux

P.16

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 641 - 13 septembre 1980 - prix : 5 F

Budget 81 :
redistribuer l'argent à ceux qui en ont déjà

P.3

LES TRAVAILLEURS POLONAIS NE DÉSARMENT PAS

P.8 et 9

Boycott de l'escalope :

adieu, veaux, vaches, cochons, poulets...

P. 3

M 6189 - 641 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 6 :
— **Dans la presse d'extrême-gauche : les nouveaux syndicats polonais.**
Page 7 :
— **USA : Carter ou Reagan, quel est le moins médiocre des deux ?**
— **Cuisine chinoise.**
Pages 8 et 9 :
— **Vive les travailleurs polonais, qui n'ont confiance qu'en leur propre force.**
— **Après le limogeage de Gierek.**
— **Quand les Etats occidentaux s'intéressent à la Pologne.**

En France

Page 4 :
— **En bref.**
Page 5 :
— **Brice Lalonde au *Grand débat* de TF1.**
— **Debré ira jusqu'au bout, pour emm... Chirac.**
Pages 10 et 11 :
— **Séguy à Renault-Billancourt.**
— **Les travailleurs de Manufrance ne veulent pas être liquidés.**
— **Les marins-pêcheurs de Boulogne tiennent toujours bon.**
— **24 000 licenciements chez Fiat en Italie.**
— **Amiens : échec à l'expulsion.**
— **Dans les entreprises : Triage SNCF de Villeneuve-Saint-Georges ; General Motors Strasbourg ; RPI Pont-de-Claix.**

Divers

Pages 12 et 13 :
— **Livres : *Les chemins de l'exclusion* de Lydia Tchoukovskaïa ; *Toutes les chances plus une* de C. Arnothy ; *Le continent convoité* d'E. M'Bokolo ; *La tondue* d'Y. Croussy ; *J'ai vécu avec les SAMU* de J. Manevy.**
Pages 14 et 15 :
— **Films : *Héros ou salopards ; Pastorale ; Le tonnerre rouge ; Loulou ; Atlantic City ; Rien n'arrête la musique.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Dans notre courrier

Il a voulu voir Clairvaux...

Dans une lettre ouverte adressée à la presse, Philippe Bernardet, chercheur au CNRS, raconte comment, le dimanche 31 août, voulant visiter l'abbaye de Clairvaux, il se retrouva en fait dans la cellule de force de la gendarmerie ! Comme quoi, chacun d'entre nous peut être un coupable qui s'ignore et se retrouver ipso facto au cachot.

« Le mur de la centrale de Clairvaux me cache la vue. Garé donc sur un bas-côté de la route, je cherche quel chemin prendre. Attitude probablement suspecte aux gens du lieu. Survient en effet une voiture de gendarmerie : Vos papiers, s'il vous plaît ! Que faites-vous ici ? (...)

Vérifications. Messages radio au sommier judiciaire. Et surprise : Monsieur, nous regrettons, mais vous devez nous suivre au bureau. Vous faites l'objet d'une contrainte par corps, exécutable sur le champ ; condamnation à payer immédiatement la somme de 1 182 F ou à purger deux mois de prison ferme que vous effectuerez donc à la maison d'arrêt de Troyes, pour outrage à agent. Jugement de mai 1979. Opposition non recevable.

— Quoi ? De quoi s'agit-il ? **Vous imaginez mon ahurissement.**

Eh bien, il s'agit précisément d'une affaire vieille de cinq ans, pour moi, presque oubliée.

Le 15 octobre 1975, j'avais pris la défense de deux immigrés, arrêtés pour avoir sauté par dessus les tourniquets du métro, bien qu'ils fussent en possession d'une Carte Orange. Un policier antillais, porteur d'un sac de sport, était intervenu de son propre chef, au moment où, lui aussi, il s'apprêtait à prendre le métro. (...)

Cependant, le 5 juin 1976, la 24e Chambre du TGI de Paris me condamna à 500 F d'amende. (...)

Le 5 mai 1977, la 11e Chambre correctionnelle de la cour d'appel de Paris confirmait cette décision.

Depuis, j'attendais que l'arrêt de la cour d'appel me soit notifié pour en connaître les motifs et la somme exactement due avec les frais de justice, et introduire éventuellement un pourvoi en cassation. (...)

Mais, entre la décision du TGI de Paris et l'arrêt de la cour d'appel, je dus déménager.

Tous mes papiers (carte d'identité, permis de conduire) ont cependant été refaits en juillet 1978, en consignant ma nouvelle adresse. Mais la carte d'identité, paraît-il, ne sert plus à grand-chose. Aussi, lorsqu'on eut besoin de moi, en 1979, n'alla-t-on me chercher qu'à mon adresse de 1976.

Porté disparu sans laisser d'adresse, une contrainte par corps serait intervenue en mai 1979, me condamnant, par défaut, à payer cette fois non plus 500 F, mais 1 182 F, ou à purger deux mois ferme en maison d'arrêt. (...)

Pas d'hésitation ! Même si je ne savais pas à quoi correspondaient exactement ces 1 182 F, il fallait payer pour éviter la prison. Je sortis donc mon chéquier. Mais, nouvelle surprise : la gendarmerie ne peut accepter de chèque en de tels cas ! Il fallait 1 182 F en liquide et sur le champ. Sinon : « Au trou !».

Or, le dimanche, les banques et les postes sont fermées. Il ne restait donc que le trou ! Invraisemblable, mais vrai ! Je devenais délinquant, passible de prison, parce que les banques sont fermées le dimanche ! (...)

Heureusement, en ce qui me concerne, les autorités réfléchirent — probablement plus que de coutume, eu égard à ma position sociale. Et après que j'eus passé deux heures dans ce cachot, soit en tout cinq heures à la gendarmerie de Clairvaux, le substitut du procureur de la République de Troyes prononça ma libération immédiate. Il m'enjoignait d'aller payer à Paris, et dans les délais les plus brefs, la somme due — comble de l'humour noir — éventuellement en chèque, l'agent comptable pouvant, lui, accepter ce que les gendarmes et le procureur ne pouvaient recevoir ! ».

Communiqué

La répression en Uruguay

• Le « Collectif pour la défense de Raul Sendic » publie un communiqué, dont nous extrayons les passages suivants :

« Raul Sendic, fondateur et chef historique du Mouvement de Libération Nationale (Tupamaros) d'Uruguay, passera en jugement (...) le 15 septembre prochain devant le Tribunal Militaire Suprême.

Sendic a été condamné, il y a deux mois, en première instance, à trente ans de réclusion plus quinze ans de « mesures de sécurité ». Le procès de Sendic s'est déroulé sans aucune garantie juridique, aucun avocat civil ne pouvant assurer sa défense et les avocats internationaux se voyant empêchés par les autorités militaires de s'occuper de son cas. (...) En même temps que Sendic, d'autres militants du MLN seront jugés, parmi lesquels J. Marenales, J. Mujica, J. Almirati et A. Wassen. (...)

Le Collectif lance un appel urgent aux forces démocratiques pour qu'elles exigent du gouvernement uruguayen qu'il autorise la présence au procès des avocats internationaux et pour que soient respectées les règles internationales concernant la détention des prisonniers, restées jusqu'à présent ignorées dans le cas de Sendic et de ses camarades ».

Lettres et télégrammes à : Général Luis Queirolo, Av. Garibaldi 2313 - Montevideo - Uruguay.

• Par ailleurs, plusieurs groupements de défense des prisonniers politiques en Uruguay publient un « Appel urgent à la solidarité internationale pour sauver la vie des prisonniers politiques en Uruguay » :

« Des lettres de parents de prisonniers politiques font état d'une réactivation de la provocation, cette fois à travers un nouveau plan dénommé « Trelew ». Celui-ci apparait au moment d'une recrudescence de la répression. (...)

Conséquences : nouveaux harcèlements, nouvelles tortures, menaces de mort contre ceux qui avaient parlé, simulacres de fusillades, sanctions, coups et outrages de toutes sortes... La tension était telle que plusieurs prisonniers tentèrent de se suicider. Certains reçurent des menaces de mort avec la date. (...)

Pour s'opposer à cette avalanche de menaces, environ une centaine de détenus politiques menèrent un jeûne d'une journée en juillet, lors de la visite du pape au Brésil. Plusieurs membres de leurs familles se rendirent dans ce pays et y tinrent des conférences de presse, dénonçant le nouveau plan d'extermination et en accusant les responsables directs. (...)

En réponse à cette dramatique dénonciation des prisonniers, de leurs familles et de tout notre peuple, nous appelons à redoubler de solidarité et nous demandons à tous les organismes et personnalités, aux niveaux national et international, d'intervenir pour sauver la vie des prisonniers qui luttent pour les libertés et la justice sociale en Uruguay ».

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

BOYCOTT DE L'ESCALOPE

Adieu veaux, vaches, cochons... poulets !

L'UNION Fédérale des Consommateurs, l'association de consommateurs qui édite le mensuel *Que Choisir,* lance un mot d'ordre de boycott de la viande de veau : *« Produit de médiocre qualité, potentiellement dangereux pour le consommateur et source de gaspillage énergétique ».*

Eh oui, la bête en question s'en va à veau... l'eau ! On ne mange quasiment plus de veau d'élevage, de ces veaux qui gambadaient dans un pré, et tétaient le pis de leur mère. C'est fini, tout ça. Ces veaux qu'on dit « fermiers » ne représentent plus que 50 000 bêtes sur les quelque neuf millions consommées tous les ans en France.

On mange désormais du veau industriel, du veau élevé — autant dire fabriqué — en usine, par batteries de centaines de bêtes. Un veau gardé à la même place dans l'obscurité, de sa naissance à l'abattoir, et gavé au lait artificiel.

Mais ce n'est pas tout. Comme le veau en question se vend au poids, l'usage est fréquent, même si la loi l'interdit, d'injecter à l'animal des drogues — dont les fameuses hormones — qui aboutissent en particulier à une rétension d'eau dans les cellules. La bête pèse alors plus lourd, et le veau — oh pardon, l'eau — est vendu plus cher. Bien sûr, une fois dans la poëlle ou la cocotte, l'escalope ou la paupiette rétrécit, le veau s'évapore... De l'eau, ils ne lui reste plus que le goût.

Mais il y a bien pire encore. Cette viande peut être dangereuse pour la santé. Les hormones injectées au veau, sans parler des antibiotiques qu'on lui administre pour résister aux maladies dans des conditions d'existence aussi pénibles, peuvent se retrouver d'une façon ou d'une autre dans l'organisme humain. Et toutes ces substances peuvent devenir nocives.

C'est ainsi que tout récemment en Italie, on a constaté des signes de féminisation chez les jeunes enfants du sexe masculin des écoles maternelles : des experts en rendent responsable la consommation de « petits-pots » de nourriture pour enfants contenant du veau, importé d'ailleurs tout droit... de France.

Cette pratique de l'élevage du veau aux hormones, cher et nocif, est bien connue. Elle est illégale, mais non moins courante. Car ceux qui décident dans ce pays, ce ne sont pas les experts — éleveurs ou médecins —, ni les consommateurs ni surtout les prétendus contrôleurs officiels. Ce sont les responsables des quelques grands trusts de l'agro-alimentaire qui font profit de l'élevage industriel des animaux, en vendant aux éleveurs, et les veaux tout juste nés, et le lait, et les hormones aussi — baptisées « médicaments » ou « vitamines » — pour leur racheter la bête prête à abattre. Cette poignée de capitalistes impose à 50 millions de consommateurs un produit aussi coûteux pour leur porte-monnaie que pour leur santé. En toute impunité.

Eh bien c'est cela que l'Union Fédérale des Consommateurs a voulu dénoncer, autrement qu'en paroles, qu'en protestations dont personne ne tient compte, par une action spectaculaire, un appel au boycott. Eh bien oui, plutôt que de consommer du veau qui n'est qu'une sorte d'eau additionnée de substances nocives, passons-nous en !

Et aussitôt, c'est le tollé ! Une multitude de gens s'insurgent, Michel Debatisse le premier, et pour cause, il est secrétaire d'Etat aux Industries agro-alimentaires !

La plupart, bien sûr, protestent au nom des éleveurs qui seraient directement lésés. Le boycott peut en effet poser des problèmes à ceux-ci, qui ne sont pas en général de gros exploitants. Mais ils sont victimes aussi des trusts de l'agro-alimentaire qui leur imposent mode d'élevage et prix. Ils auraient tout à gagner à échapper un peu à leurs pressions, et un boycott pourrait les y aider.

Mais ceux qui s'insurgent aujourd'hui ne craignent pas le boycott du veau. Ils ne craignent pas pour les éleveurs. Ils ne craignent que pour la valeur d'exemple que le geste peut avoir. Ils craignent que les consommateurs ne se contentent plus de protester, et qu'ils se mettent à refuser ce qui ne leur plaît pas.

Et alors, si l'exemple se propageait, ce pourrait ne plus être seulement le veau, les vaches et les poulets que la population bouderait. Ce pourrait être aussi l'essence vendue trop chère par les sociétés pétrolières et l'Etat ; les moyens de transports inconfortables ; les impôts inutiles, dilapidés en dépenses d'armements, en constructions de centrales nucléaires entre autres.

Et adieu, veaux, vaches, cochons, poulets pour l'Etat !

C'est alors leur pouvoir, leurs intérêts à tous ces hommes d'affaires et hommes d'Etat qui iraient à vau-l'eau.

Arlette LAGUILLER

LE BUDGET

Une machine à redistribuer l'argent... à ceux qui en ont déjà !

Le projet de budget 1981 vient d'être présenté à l'Assemblée nationale par le gouvernement. « Budget d'attente », établi en fonction d'une année electorale : tel a été le principal commentaire de la presse à ce budget.

Pourtant, les gens qui sont habitués à recevoir la manne de l'Etat ne sont pas gens à attendre. Et les priorités annoncées par Barre montrent bien, en effet, qu'elles n'auront pas à le faire. L'argent de l'Etat continuera d'aller dans leurs poches. Par contre, il servira moins encore que par le passé à rendre des services à la population.

Car la priorité annoncée par Barre, c'est le « *soutien à l'activité* ». Il veut aider les entreprises à investir, et pour cela, les entreprises qui investiront verront leurs impôts réduits : elles pourront déduire de leurs bénéfices imposables 10 % du montant des investissements faits dans l'année. C'est un cadeau de 25 milliards de francs en cinq ans.

C'est pourquoi, lorsque l'on nous annonce triomphalement que cette année, les impôts n'augmenteront pas, et resteront stables, il s'agit d'un double mensonge. Car les impôts sur le revenu des particuliers augmenteront en fait d'un taux égal ou légèrement supérieur, suivant les tranches d'imposition, au taux de l'inflation. Seuls les impôts des sociétés pétrolières augmenteront. Mais dans ce dernier cas, l'Etat ne fait en réalité que revenir sur des avantages fiscaux concédés antérieurement.

Ces cadeaux aux entreprises, bien entendu, ne se limitent pas à cette réduction d'impôts. Le budget est ainsi fait que, par de multiples canaux, l'argent de l'Etat parti de la poche des contribuables, va soutenir d'une façon directe ou indirecte les comptes en banque des patrons. Cela se fait à travers le « Fonds d'action conjoncturelle », qui a été doté de 5,5 milliards de francs à distribuer aux entreprises au gré des besoins ou par le biais des « interventions économiques », qui sont des aides directes, des primes, notamment des primes à l'exportation (5,1 milliards de francs). Mais cela se fait aussi à travers de multiples autres canaux.

C'est ainsi que, dans ce budget 1981, les seuls crédits qui augmentent de façon importante sont ceux alloués à la défense, à la recherche, et en outre à la sécurité (police, gendarmerie et justice). Autrement dit, les marchands de canons, d'avions et autres matériels militaires vont voir leurs commandes — et leurs profits — augmenter largement. Quant à l'intérêt du gouvernement pour la recherche, il correspond opportunément aux souhaits des groupes privés, qui préfèrent que ce soit l'Etat qui fasse les frais de celle-ci, et eux qui ensuite tirent les bénéfices de l'exploitation des découvertes ainsi faites !

Alors, comme on ne peut pas donner de l'argent à tout le monde, et comme Barre, malgré sa largesse envers les capitalistes, continue de s'affirmer un partisan de la « rigueur budgétaire », eh bien il y a d'autres dépenses qu se trouvent largement réduites. C'est le cas des aides aux entreprises publiques ; la dotation à EDF est réduite de 26 %, celle de la SNCF augmente de 7 %, soit moins que le taux de l'inflation. Il faut donc s'attendre à de nouvelles hausses de tarifs publics.

Par ailleurs, l'Etat n'embauchera plus de personnel. Il ne créera que 1890 emplois en 1981 contre environ 25 000 par an les six années précédentes. Cela veut dire des économies de personnel dans l'Education, dans les postes, dans les hôpitaux : une insuffisance encore plus grande des services publics...

De l'argent aux capitalistes pour investir — et en général cela ne veut même pas dire créer des emplois, mais plutôt en supprimer —, moins d'argent pour servir la population, voilà le « budget d'attente » de Barre : une gigantesque machine à redistribuer l'argent... à ceux qui en ont déjà !

A.F.

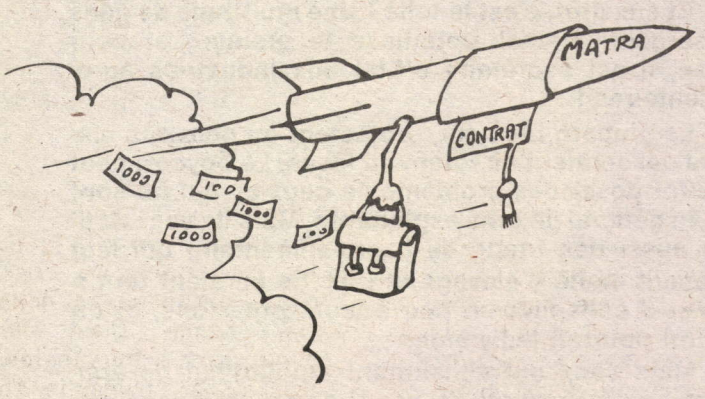
EN BREF...

La « défense nationale », une bonne affaire pour Matra !

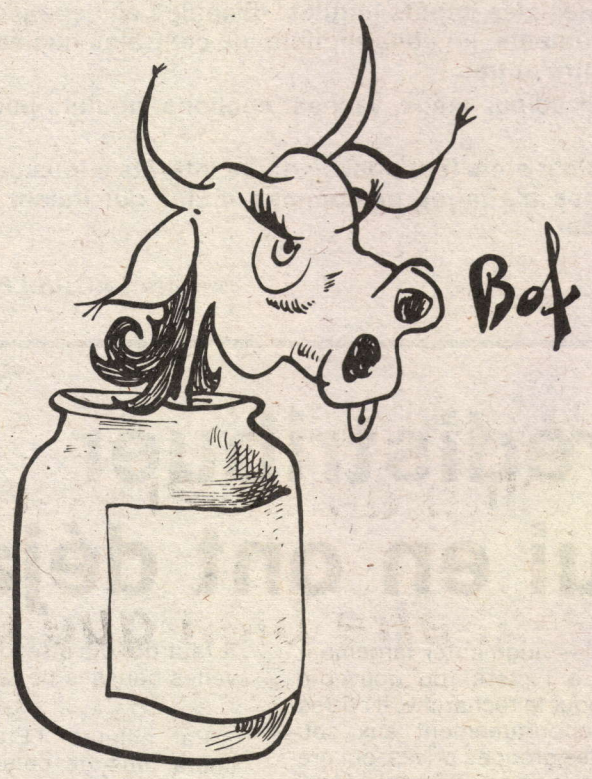
Le ministère de la Défense vient de confier à la société MATRA, le marchand de canons bien connu, oh pardon, le marchand de missiles bien connu, la conception d'un missile sol-air à très courte portée (SATCP) capable d'atteindre des avions supersoniques volant à très basse altitude. Dix mille exemplaires de ce missile sont prévus pour équiper l'armée de terre et l'armée de l'air, tandis que vingt mille autres trouveraient preneurs à l'exportation.

La fabrication et la vente de ce matériel de guerre rapporterait un milliard de francs — nouveaux — par an à la société. Un milliard pris au contribuable, bien sûr.

La troisième guerre mondiale n'a pas encore éclaté, mais MATRA part déjà gagnante...



Petits pots italiens : un coup en vache des veaux français



Vingt-deux sortes de « petits pots » pour bébés ont été interdites à la vente par le ministère de la Santé italien : fabriqués à partir de viande de poulet et surtout de veau, ils contiendraient des quantités anormalement élevées d'œstrogènes qui seraient à l'origine des anomalies de croissance (en particulier le développement anormal des glandes mammaires) constatées sur des bébés italiens.

Les fabricants se défendent en rejetant la responsabilité de ces transformations sur leurs fournisseurs, en particulier sur les éleveurs français qui leur vendent une grande partie du veau qu'ils utilisent : ces veaux auraient été traités aux hormones (ce qui provoque une croissance très rapide de leur poids, donc de leur prix).

En France même, les viandes qui sont destinées à la fabrication des aliments pour bébés sont en principe soumises à des contrôles très stricts, en particulier en ce qui concerne la présence de ces œstrogènes. Les animaux destinés à l'exportation subissent-ils le même contrôle ? La féminisation des bébés italiens consommateurs de veaux français semble bien prouver le contraire.

Bigeard super-star ?

Convaincre les Français de la nécessité et de la haute valeur de leur armée, tel est le but que s'est fixé le Service des relations publiques des armées. Pour ce faire, il a acheté 30 minutes de télévision sur FR3 par quinzaine, pour être sûr de pouvoir faire sa propagande sans aucune contrainte.

L'armée aurait-elle si mauvaise réputation qu'il faille un tel budget de publicité — car si cela lui est facturé au prix de la minute de pub, cela doit aller chercher loin. A moins que FR3 fasse une grande fleur... au fusil.

En tout cas, c'est de toute façon le contribuable qui paiera pour qu'on lui explique que son argent sert à quelque chose.

Et si l'on ne sait pas si cette série d'émissions relèvera l'image de marque de cette armée dévoreuse d'impôts, on est certain que cela ne contribuera pas à relever le niveau de la télévision française.

Toujours la répression en URSS

L'URSS n'est pas la Pologne ; le vent de liberté qui souffle depuis peu du côté de Gdansk n'a pas traversé la frontière, et pour les opposants en URSS il y a encore des cachots bien épais.

C'est au fond de l'un d'eux que le physicien Youri Orlov vient d'être condamné à passer six mois dans l'isolement, sans recevoir ni visite ni colis.

Interné dans un camp de travail depuis deux ans pour une durée totale de sept ans, il avait récemment protesté contre le retard de son courrier. C'est ce qui lui vaut six mois de cachot disciplinaire.

Un autre opposant, Vladimir Klebanov, interné dans un hôpital psychiatrique, est en grand danger en raison des fortes drogues qu'on lui administre. La « folie » de Klebanov a été de vouloir créer un syndicat indépendant du pouvoir.

Mais, pour que folie devienne raison, ce n'est pas de drogues dont l'URSS a besoin, c'est peut-être d'une vague de grèves ouvrières.

La présence humanitaire de la France en République Centrafricaine

Une cinquantaine d'enfants sont morts dans le nord-est de la République Centrafricaine. La famine sévit aussi là-bas. Et pourtant, des milliers de soldats, parachutistes français, équipés de matériels ultra-modernes, ayant à leur disposition des avions en pagaille, stationnent sur place et quadrillent le pays depuis le renversement de l'ancien empereur par l'armée française.

Le président Dacko, mis sur le fauteuil présidentiel de Bokassa par Giscard, ne fait pas un geste, ne prononce pas un mot sans l'assentiment des conseillers français qui l'entourent.

C'est la France de Giscard qui gouverne au Centrafrique. Alors, qui d'autre porterait la responsabilité d'y laisser des enfants mourir de faim, pendant que les intérêts des sociétés françaises gonflent à l'infini ?

Police contre jeunes à Zurich

Le Conseil municipal de Zurich avait décrété la fermeture d'une maison de jeunes. Les jeunes Zurichois ont manifestement ressenti cela comme une provocation puisqu'ils ont manifesté dans la nuit de samedi à dimanche 7 septembre dans les rues de la ville.

L'après-midi du samedi, ils étaient d'abord cinq cents environ devant la Maison de la culture quand ils furent une première fois dispersés par la police. Ils se sont retrouvés deux mille dans la soirée face aux policiers.

En Suisse comme ailleurs, les policiers n'ont pas lésiné sur les moyens : canons à eau, gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc ; plus de trois cents jeunes ont été arrêtés et il y a eu de nombreux blessés.

Le Theule sermonné

Un qui a dû se sentir dans ses petits souliers, dimanche dernier, c'est Le Theule, ministre des Transports et député-maire de Sablé, dans la Sarthe.

Venu assister à la messe dans sa circonscription pour s'y faire voir par ses électeurs catholiques, il a eu la mauvaise surprise de se faire rappeler publiquement à l'ordre par l'archevêque du Mans. Ce dernier, qui apportait son soutien aux grévistes du chantier Desquenne et Giral de Noyen, ville proche de Sablé, a dénoncé **« les conditions de vie désastreuses »** faites à ces travailleurs et, en insistant, lourdement a dû penser Le Theule, il a demandé : **« Sommes-nous attentifs à ce problème à notre porte ? Que faisons-nous, soit dans le cadre de nos organisations** (...), **soit par un effort personnel, pour qu'une solution intervienne » ?**

Bien qu'aucun nom n'ait été cité, l'allusion était transparente...

Que l'Eglise soutienne les grévistes, ça ne plaît à Le Theule que lorsque ça se passe en Pologne.

Décidément, le ministre des Transports n'a pas de chance dans sa spécialité : après avoir eu des problèmes avec les aiguilleurs du ciel, les cheminots, les usagers, Le Theule en a maintenant avec les voies du Seigneur...

Brice Lalonde invité du premier « Grand débat » de TF1 :

La parole aux minoritaires, ou la parole encore et surtout aux « grands partis » ?

L'écologiste Brice Lalonde, dont la candidature pour les élections présidentielles de 1981 a été rendue publique il y a quelques mois, a inauguré le mardi 9 septembre la nouvelle émission de TF1 intitulée Le grand débat. **Tous les quinze jours, le mardi soir à partir de 20 h 30, un candidat à la présidence de la République doit débattre avec un représentant de ces partis dits « grands ». C'est ainsi qu'étaient présents ce mardi, et le seront lors des prochaines émissions, un député du PC et du PS, pour la gauche, et un de l'UDF et du RPR, pour la droite.**

Autrement dit, sous prétexte de libéralisme et de donner la parole une fois à des « candidats à la candidature présidentielle », on va systématiquement la donner à chaque fois aux quatre grands partis, qui auront l'occasion ainsi de faire leur publicité sur tous les tons et face à tous les candidats possibles.

Les organisateurs de l'émission disent avoir voulu innover en invitant des jeunes des partis en question ; et ils ont donc invité des jeunes députés.

Là s'arrêtait de toute façon l'innovation, la première émission du genre l'a bien prouvé. Car les politiciens de 30 ans n'ont pas l'âge de leurs artères : ils ont l'âge des idées et programmes de leurs partis, rabâchés, éculés. S'il manquait à ces jeunots un peu d'expérience, une roublardise un peu plus consommée — fort heureusement — ils sont quand même apparus face à Brice Lalonde et à sa sincérité pour ce qu'ils sont : des jeunes faux-culs de vieux partis.

Brice Lalonde a tranché sur les autres. Ses propos juraient en sa faveur. Il est apparu comme spontané, sincère, attaché à des idées avec lesquelles on peut être ou ne pas être d'accord, mais qui ne sont pas de celles qui fleurissent dans les milieux politiques traditionnels.

Brice Lalonde a surtout défendu « une nouvelle conception de la société, de la démocratie », **une société où à tous les niveaux — local, régional, mais aussi international, selon la nature des problèmes — on demanderait aux gens leur avis et où il en serait tenu compte. Une société où tous décideraient démocratiquement de leur sort et du bien-être commun.** « Ce qui est terrible, en France, à côté du chômage, c'est que les gens ont le sentiment de ne servir à rien », **a-t-il dit. « Ils votent tous les quatre ou cinq ans, pour en laisser d'autres choisir et décider pour eux... en fait bien souvent contre eux », a-t-il dénoncé en substance. Et qui plus est, ils votent pour des partis, une poignée de grandes formations, qui ne peuvent pas représenter la richesse et la complexité des choix de chacun.**

Les votes actuels, dans les élections municipales, législatives ou présidentielles, ne se font pas sur des questions concrètes et précises, mais sur des étiquettes politiques, des grandes catégories majorité-opposition, droite-gauche, qui ne peuvent qu'obscurcir ou trahir les aspirations de chacun. C'est en quelque sorte le menu imposé, alors que tant de gens voudraient que ça change. Et c'est un carcan. A juste titre, Lalonde a affirmé qu'il n'y a pas « une » majorité dans le pays, ou dans les régions, mais autant que de problèmes posés.

On peut imaginer et vouloir, en effet une société vraiment démocratique, où les différences entre individus seraient respectées, cultivées même, au lieu d'être gommées, écrasées sous le rouleau compresseur du système des partis et des programmes partisans ; une société où chacun serait vraiment libre d'avoir son propre éventail de points de vue, qui ne soit pas celui de Marchais, de Mitterrand, de Chirac ou Giscard, à l'exclusion de quasiment tous les autres.

Ce plaidoyer en faveur d'une autre liberté et d'une autre démocratie — l'essentiel finalement des propos de Lalonde — a gêné tous ceux qui lui faisaient face. Tous, malgré quelques réserves des protagonistes PC et PS sur le fait que les municipalités manquaient des moyens matériels et financiers pour agir, ont défendu le système actuel des « élus » tous les quatre ou cinq ans, le monopole des grands partis.

Brice Lalonde face à la bande des quatre. (AFP)

Pour notre part, par-delà les points de vue particuliers de Lalonde, qui peuvent tous se discuter, c'est cette conception de la société et de la liberté que nous avons retenue, et qui nous a plu. Brice Lalonde s'en défend peut-être, mais il est socialiste ; pas au sens où l'entend Mitterrand, ni au sens où l'entend Brejnev, mais au sens où nous l'entendons nous, révolutionnaires.

Mais nous pensons que ces idées fondamentales sur la société ne pourront avoir d'applications concrètes que si sautent les barrages économiques et politiques, liés à l'appropriation privée, à la recherche du profit capitaliste ; que si la loi du profit, génératrice de crises et d'irresponsabilité, est définitivement bannie. C'est elle qui brime, ou tue, tous les aspects humains de l'humanité. Tout le problème est donc de savoir comment permettre à une telle société de s'épanouir.

Comment, par quels moyens ? Brice Lalonde n'en a pas parlé. Son point de vue sur la question n'est probablement pas le nôtre.

Mais nous voulons une société où les gens comme lui pourront construire leur environnement à leur gré et à leur image : respectueux de la nature et des hommes.

Michelle VERDIER

Debré ira jusqu'au bout, pour emm... Chirac

Chirac sera-t-il ou non candidat aux prochaines élections présidentielles ? Il n'a toujours pas fait connaître sa décision, et il continue donc, apparemment, à se tâter.

Il faut dire que pendant ce temps — ceci explique peut-être cela — son compagnon de parti, Michel Debré, a commencé sa campagne. Il a annoncé qu'il **« ira jusqu'au bout ».** Le lundi 8 septembre, à l'émission de télévision « Cartes sur table », il s'est déclaré **« déçu par le septennat de l'actuel président ».** C'est pourquoi il a jugé **« qu'il était de son devoir de se placer au premier rang »,** et d'appeler **« les Français à l'effort nécessaire ».** D'ailleurs **« bientôt la France ne représentera plus que 1 % de la population mondiale ».** Alors, **« il faut faire acte de volonté »** !

Comme on voit, l'obsession de la natalité ne quitte pas Michel Debré. Mais pour le moment, en « allant jusqu'au bout », c'est surtout à... Chirac qu'il a fait un enfant dans le dos !

De toute évidence, les petits calculs sur l'avenir vont bon train chez les gaullistes. Et le problème est qu'ils ne font pas tous le même calcul.

Depuis 1976, Chirac joue le jeu du semi-soutien à Giscard, en maintenant le RPR dans la majorité, mais en ne ratant pas une occasion de mener sa guéguerre contre le gouvernement. Cette politique était inspirée, essentiellement, par le jeu personnel de Chirac, cherchant à se placer comme concurrent de Giscard pour les élections présidentielles. Et elle n'a pas été sans entraîner une certaine grogne des autres gaullistes, et notamment des « barons », dont Debré fait partie. D'autant plus que, sur le plan électoral, — si l'on en croit les sondages notamment — la politique de Chirac ne semble guère profiter au RPR.

Alors, la candidature Debré est le dernier en date — mais pas le premier — des crocs-en-jambe faits par les « barons » à Chirac. Et dans l'immédiat, si elle rend service à quelqu'un, c'est bien à Giscard. Pour Chirac, la perspective de recueillir 15 à 16 % des voix — selon les sondages — n'était déjà pas enthousiasmante. Elle l'est encore moins s'il faut en retrancher les 5 à 6 % que, selon les mêmes sondages, Debré recueillerait. Et en tout cas, la candidature Debré ôte à Chirac tout espoir de devancer Giscard au premier tour des présidentielles. Au point qu'on peut se demander s'il va ou non, finalement, se présenter, ou s'il ne va pas remettre cela... à 1988 !

Quant aux « barons » et à Debré, qu'espèrent-ils ? Ce petit service rendu à Giscard pourrait être suivi, par exemple, les élections passées de petits remerciements, consistant en une intégration plus étroite du RPR au gouvernement, et son passage du semi-soutien, au soutien pur et simple à Giscard ?

Evidemment, l'avenir le dira ; mais il serait bien étonnant que parmi ceux qui soutiennent la candidature Debré, un certain nombre de membres du RPR n'aient pas fait ce petit calcul ! Comme quoi, au RPR derrière la mèche vertueuse de Michel Debré, le grenouillage fleurit de plus belle

A.F.

Mitterrand au Club de la Presse

« Peut-être bien que oui, peut-être bien que non »

Mitterrand était l'invité du **Club de la Presse d'Europe n° 1** dimanche dernier. Ceux qui s'attendaient à des révélations fracassantes ont dû être quelque peu déçus.

Il a seulement confié avec une nostalgie certaine que le Programme commun n'était **« pas même socialiste, tout juste social-démocrate »,** restriction qu'il aurait mieux valu apporter à l'époque. Mitterrand a tendu aussi une main fraternelle à **« n'importe quel Français qui voudra mettre en œuvre le changement de société »,** un changement de société très audacieux, puisque les gaullistes sont invités à s'associer à cette grande entreprise !

Au passage, le premier secrétaire du PS accorda un coup de chapeau respectueux à Michel Debré, **« un homme de conviction et un adversaire politique estimable »,** et égratigna le **« tandem anti-changement Giscard-Marchais ».** On le voit, rien que d'habituel.

A une question d'un journaliste, Mitterrand dit tout le bien qu'il pensait de Rocard, mais sur le ton paternel du maître parlant de l'élève et en disant aimer son ambition. Voire !

DANS LA PRESSE D'EXTREME-GAUCHE :

Libération

« Une journée au siège du nouveau syndicat de Varsovie »

Le quotidien Libération, **dans son numéro du 10 septembre, décrit la façon dont commence à fonctionner le « Comité de coordination » du nouveau syndicat régional :**

« Au 42, rue Roza, pas de plaque, pas d'écriteau. C'est pourtant dans cet immeuble du centre de Varsovie que se réunit chaque jour le Comité de coordination du nouveau syndicat régional. (...)

Cette réunion n'est pas légale. Pas encore autorisé et ne disposant d'aucun local, le nouveau syndicat de Mazovie est contraint à la promiscuité de ce salon désuet où trônent les portraits de Pilsudski et de Jean-Paul II.

Pas d'ordre du jour apparent, mais une bousculade de questions. Un représentant du **Comité des tramways** vient s'enquérir de ce qu'il faut faire à propos des élections toutes proches au Comité d'entreprise, car ils n'ont pas eu le temps de présenter de candidat. Jan Litinski, animateur du journal ouvrier de la dissidence, **Robotnik,** l'aidera un peu plus tard dans un coin à rédiger une lettre au directeur pour faire reporter le scrutin. Un autre ouvrier dit qu'il a téléphoné au maire parce que son directeur voulait empêcher la création du nouveau syndicat.

Le directeur a-t-il raison ? **« Non,** a répondu le maire, **mais le nouveau syndicat ne doit pas avoir de liens avec l'opposition politique ».** Un autre ouvrier demande ce qu'il faut faire si dans son entreprise le premier secrétaire du parti vient prendre la parole ; une employée du théâtre cherche conseil : faut-il croire aux promesses de renouvellement de vieux syndicats ou bien bâtir du neuf ? On en discute sérieusement. (...)

Le 4 septembre, ceux de FSO, d'Ursus, et des aciéries de Varsovie constituaient avec des représentants de quelques petites usines la première ébauche du Comité régional. **« Les autorités étaient un peu surprises que Varsovie soit contaminée,** raconte Ryszard, **depuis, elles font tout pour temporiser, dans l'espoir que tout cela s'éteigne ».** Aujourd'hui, les délégués sont allés voir le premier magistrat de la ville pour lui demander un local où puissent tenir plusieurs centaines de personnes. Réponse samedi, a-t-il dit. Non, plus tôt. Finalement on s'est mis d'accord sur jeudi.

Même problème pour ouvrir un compte en banque. C'est que ce geste banal suffirait à donner une personnalité juridique au nouveau syndicat. En attendant, les délégués ne savent que faire de l'argent car les sommes cotisées sont déjà importantes. A la FSO, les ateliers interrogés auraient répondu à 90 % en faveur de la nouvelle structure, affirme Ryszard. Et un peu partout, les listes de revendications seraient en train d'être dressées. (...)

La réunion est en train de se dissoudre lentement lorsque deux femmes, employées au Musée National, viennent annoncer que, sur quatre cents salariés, tous, même les deux directeurs, ont décidé d'adhérer au nouveau syndicat. Seule exception : les responsables de l'ancien qui, précise-t-elles, **« n'existait même pas ».**

Au téléphone, les employés de la Croix-Rouge demandent que quelqu'un vienne les voir immédiatement. Leur directeur s'oppose à la fondation d'un syndicat indépendant. Ryszard y file. Juste le temps de prendre rendez-vous pour poursuivre la discussion ».

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

« Entretien avec Anna Walentynowicz »

ROUGE, hebdomadaire de la Ligue Communiste Révolutionnaire, dans son numéro du 5 septembre, publie une interview de Anna Walentynowicz, dirigeante du MKS, qui fut, avec Lech Walesa, l'une des dirigeantes du mouvement de grève de Gdansk. Sa réintégration avait été une des premières exigences des grévistes.

« Après diverses tentatives, j'ai réussi à poser quelques questions à Anna Walentynowicz. Que pense-t-elle de l'accord ? **« Nous sommes heureux, très heureux. Nous avons obtenu beaucoup, tous les postulats sont satisfaits sur l'essentiel ». (...)**

« Demain, explique Anna Walentynowicz, **nous allons fonder le nouveau syndicat. Nous accrocherons au-dessus du local provisoire un grand panneau : « Syndicat libre et autogéré ». Nous aurons même le téléphone. La seule chose qui n'est pas encore très claire, c'est l'imprimerie nécessaire à notre journal ».**

L'organe du nouveau syndicat sera essentiel. **« Notre travail en dépend, il informera, ouvrira ses colonnes à la discussion, permettra de convaincre. Jusqu'à présent, nous n'avions que le** Robotnik Wybrzeza (l'Ouvrier du Littoral), **semi-légal, souvent saisi, fabriqué avec les moyens du bord ».** Il devra continuer — dit-elle — mais le journal du syndicat est beaucoup plus ambitieux : **« Nous voulons un quotidien, en vente dans les kiosques. Il conservera le titre de notre bulletin de grève :** Solidarnosc (Solidarité). **Il devra être imprimé officiellement, nous paierons avec les cotisations syndicales. Et si on nous refuse la place dans l'imprimerie, nous achèterons nous-mêmes les machines nécessaires ».**

Et son visage fatigué par dix-huit jours de sommeil incertain ne peut que revenir sur le bonheur de cette grève : **« Tous nos vœux sont réalisés sur l'essentiel, le reste viendra avec le syndicat. Il fonctionne déjà. Nous croyons à la victoire totale, au soutien de tous. Mes premiers pas, en sortant d'ici, seront pour aller à l'église, remercier dieu qui nous a aidés à réussir tout çà. Vous savez, il n'y avait pas d'organisation, pas de plan, tout est venu spontanément, c'était formidable. Les gens se sont immédiatement compris, tel a été le miracle au bord de la Baltique. Il apportera un grand changement pour notre peuple. Dans les moments les plus durs, il faut le dire, nous étions protégés par la vierge de Jasna Gora ; il faut aussi lui rendre hommage ».**

COMMUNIQUE :

Les anti-nucléaires du Cotentin devant les tribunaux

Le CRILAN 80, comité anti-nucléaire de Flamanville, dénonce la répression dont sont actuellement victimes de nombreux militants anti-nucléaires de la région du Cotentin :

« Le 17 septembre, en se référant à la loi anti-casseurs, le tribunal de Caen jugera en appel : J.-P. Croisy, Charles Guilbert, Christian Lamotte, pour l'immobilisation d'un camion transportant des liquides radio-actifs sur la RN 13 à Valognes (premières condamnations : deux mois de prison avec sursis et 5 000 F d'indemnités à la COGEMA) ; Didier Anger, P. Berthon, Y. Besnier, J. Bonnemains, Théo Capelle, Joëlle Dubois, M. Levallois, R. Moiteaux, André et Jacques Travers pour le dépôt de la clôture du chantier de la centrale nucléaire de Flamanville (Manche), clôture mise en place illégalement en 1977 (...) (premières condamnations : deux mois de prison avec sursis et 30 000 F d'indemnités à verser à EDF (...).

Cela s'inscrit dans une vague de répression importante sur le mouvement anti-nucléaire en Cotentin : D. Anger, T. Capelle, Lerosier, Levillayer, Renaux, Thomine, Bourdet, toujours en application de la loi anti-casseurs, passeront devant le tribunal de Cherbourg à la rentrée pour une manifestation de protestation contre la reprise du site de Flamanville en mars 1977.

Soutiens financiers au CRILAN 80 : Michel Lemière, CRILAN 80, Sotteville, 50340 Les Pieux

PARIS

à la Mutualité

24, rue Saint-Victor, PARIS-6e

le vendredi 26 septembre, à 20 h 30

Meeting de rentrée de LUTTE OUVRIERE

USA

Carter ou Reagan

Quel est le moins médiocre des deux ?

La campagne électorale américaine bat son plein désormais. Les instituts de sondage y vont de leurs estimations. Celles-ci laissent planer l'incertitude. En effet Carter aurait désormais rattrapé le retard initial qu'il avait sur son concurrent Reagan. Du coup, rien ne serait joué quant au résultat de ces élections, qui doivent avoir lieu le 4 novembre prochain.

Cela dit, les deux candidats semblent avoir bien du mal à persuader l'électorat américain que l'issue de ces élections a une quelconque importance, et que le choix entre Carter et Reagan comporte une alternative réelle. En l'absence de différences politiques notables entre les deux candidats, la campagne électorale consiste surtout pour chacun à essayer de démontrer la bêtise ou l'incompétence du rival, par exemple en saisissant au vol toutes les gaffes que celui-ci pourrait faire. De ce point de vue d'ailleurs, il y a plutôt l'embarras du choix, car ni Reagan ni Carter ne sont précisément des aigles.

Du coup, c'est la petite bataille des déclarations télévisées, des « face-à-face », des interviews où toute la famille du candidat, de la femme aux petits-enfants et à la grand-mère, est appelée à la rescousse pour témoigner de l'esprit de famille du candidat. Toute cette banalité ne fait que rééditer, à quatre ans d'intervalle, la banalité de la campagne pour la précédente élection. Le duel Carter-Reagan de 1980 ne fait que rappeler le duel Carter-Ford de 1976, ou Nixon-Mac Goven de 1972, ou bien d'autres encore.

Si cette espèce de concours de médiocrité que sont les élections américaines a un sens, ce n'est pas tant un sens politique : c'est simplement la concurrence de deux appareils pour s'approprier les avantages du pouvoir. Car qu'est-ce qui distingue le Parti Républicain du Parti Démocrate, hormis le fait qu'ils rassemblent deux coteries de politiciens que l'appétit pour les mêmes postes, les mêmes carrières, les mêmes sinécures, la même corruption, met en concurrence ?

Et cela est d'autant plus évident dans une période comme la période actuelle. La bourgeoisie américaine n'a pas de grave problème politique à résoudre. Ses hommes politiques n'ont que la tâche, pas bien reluisante, de gérer au jour le jour la crise économique, au mieux des intérêts du grand capital. Leur rôle est aussi de donner un peu le change, d'amuser la galerie en quelque sorte, tandis que les affaires importantes se décident dans les coulisses et ne dépendent évidemment pas du nom de l'homme que les hasards électoraux amèneront à la tête de l'Etat.

Quoi d'étonnant alors si les hommes politiques candidats à jouer ce rôle sont d'une médiocrité affligeante ? Celle-ci est tout simplement à l'image du rôle, pendant que dans l'ombre les grands corps constitués, administration, police, armée, détiennent le pouvoir véritable.

André FRYS

Chine

Cuisine chinoise

Hua Guofeng vient d'annoncer sa démission du gouvernement chinois, ainsi que celle de six autres ministres, dont Deng Xiaoping. Hua sera remplacé comme Premier ministre par Zhao Ziyang. Mais tant Hua que Deng gardent leurs responsabilités au sein du Parti Communiste Chinois. Le gouvernement chinois met en place, en même temps, une série de réformes. Réformes économiques d'abord : plus grande autonomie laissée aux entreprises et révision en baisse des objectifs économiques. Réformes politiques aussi : interdiction des journaux muraux, les « dazibaos », qui servirent il n'y a pas si longtemps à Deng Xiaoping. Et réformes budgétaires, visant à adopter un budget d'austérité.

Peut-on dire que la nouvelle politique qui se dessine est celle de la nouvelle équipe dirigeante, tandis que les sortants seraient les représentants d'une politique désormais condamnée ? Bien audacieux qui oserait l'affirmer.

En effet, toutes les décisions dans ce pays se prennent au sein du petit cénacle de dirigeants, à l'insu de la population et même de l'ensemble de l'appareil de l'Etat ou du parti. Aucune consultation n'est organisée. Les seuls éléments qui permettent de juger sont les déclarations officielles, et bien fou qui s'y fierait !

Ainsi, Hua explique les départs par le souci de rajeunir la direction de l'Etat. Il est vrai que cinq des démissionnaires ont plus de 70 ans et que le nouveau ministre est un bambin de 61 ans. Pour faire plus jeune, celui-ci, paraît-il, se fait teindre les cheveux depuis quelque temps. Mais Hua Guofeng lui-même n'a que 59 ans...

Certains commentateurs font remarquer que Zhao Ziyang est un protégé de Deng Xiaoping : les limogeages traduiraient un renforcement de l'influence de ce dernier. C'est possible.

Quant à affirmer que les ministres limogés représentaient une politique condamnée, c'est encore plus hasardeux. En Chine, les changements d'orientation politique se sont souvent, il est vrai, accompagnés de limogeages, mais pas toujours des responsables de la politique précédente.

Ainsi, Mao fut successivement le champion de l'alliance avec l'URSS, puis changea par la suite du tout au tout sa politique en la matière. Par la suite il fit endosser ses propres positions passées par Liu Shao Shi, baptisé pour la circonstance le « Khrouchtchev chinois ». Depuis la Révolution Culturelle, on a vu par contre une valse de dirigeants faisant leur apparition ou disparaissant, taxés successivement de gauchistes ou de droitiers, sans que la politique chinoise de rapprochement avec les USA ait changé, et sans qu'il y ait des modifications significatives dans la politique intérieure.

Mais ce qui est certain, c'est que l'actuel changement ne traduit pas un changement démocratique du régime.

Gaston DEVAU

Relations anglo-chiliennes

Business is business

Le gouvernement britannique a décidé de lever l'embargo sur les livraisons d'armes au Chili. Le gouvernement de Pinochet serait-il devenu plus démocratique ? D'après un rapport d'Amnesty International, c'est plutôt le contraire. Depuis le 15 juillet, de 1.000 à 2.000 personnes ont fait l'objet de rafles et des douzaines de rapports faisant état de tortures ont été établis. Une étudiante britannique aurait même été arrêtée et torturée ainsi que son compagnon chilien, toujours aux mains de la police, six jours avant la levée de l'embargo.

Amnesty International rappelle qu'il y a cinq ans le gouvernement travailliste d'alors avait décidé, à la suite d'une affaire analogue, de rappeler son ambassadeur à Santiago. Le gouvernement de Mme Thatcher ne se donne même pas la peine d'y mettre les formes. Certes, que les Anglais rappellent leurs diplomates en poste ne changerait pas grand-chose et n'empêcherait sûrement pas que le commerce continue avec la junte de Pinochet, comme il a continué du temps des travaillistes. Car, dictature ou pas, les affaires sont les affaires ; et nous sommes bien placés en France pour savoir que la violation des droits de l'homme n'a jamais été un critère important dans les décisions de livrer des armes à une dictature.

Pierre CHAMBEY

VIVE LES TRAVAILLEUR

qui n'ont q
qu'en leur p

C'est en faisant confiance à eux-mêmes, et à eux seuls, que les travailleurs polonais conserveront leurs conquêtes et en acquérront de nouvelles. (AFP)

Deux semaines maintenant après la signature des accords de Gdansk, puis de Silésie, qui ont donné aux travailleurs polonais des chantiers navals et des mines, mais à bien d'autres aussi, dans la foulée, la possibilité de s'organiser en syndicats libres, différents des appendices de l'appareil d'Etat qui leur étaient jusque-là imposés, les grèves continuent à se développer en Pologne, un peu partout dans le pays.

« Lorsqu'une grève se termine, une autre commence »,* relate le correspondant du journal *Le Monde.* Selon les informations de ce quotidien, du 11 septembre, *« si les ouvriers de la grande usine d'aviation de Mielce ont repris le travail, en revanche un mouvement de grève s'amplifie dans trois voïvodies (départements) dans les entreprises textiles : chez Sigmatex à Radom, chez Frotex et Opolanka dans la région d'Opole, chez Morena de Bartoszyce. (...) Des accords ont été conclus à l'usine Fasty de Bialystok et dans la filature de laine de Tomasow-Mazowiecki. Les journaux n'ont pas paru à Bialystok en raison de la grève des ouvriers d'imprimerie. C'est le cas aussi à Poznan. (...) La ville de Tarnow reste paralysée par une grève des transports en commun et le travail n'a toujours pas repris dans les mines de soufre Machow à Tarnobrzeg ».

Et ces informations, bien sûr, ne sont que fragmentaires. Une grande partie de la Pologne ouvrière semble encore en pleine mobilisation gréviste et les constitutions de syndicats indépendants, autogérés, se multiplient dans de très nombreuses entreprises ainsi que dans les milieux intellectuels.

Ceux qui luttent encore le font apparemment pour obtenir eux aussi la garantie de bénéficier des différents acquis arrachés à Gdansk ou ailleurs auparavant. Mais souvent, à ces 21 points des accords, ils en ajoutent d'autres, portant ici sur des améliorations de conditions spécifiques de travail, là sur des mesures à prendre contre des directeurs ou cadres peu appréciés.

La mobilisation est toujours présente, les revendications foisonnent. Et ces grèves qui s'étendent posent un certain nombre de questions.

Comme l'extension des accords aux travailleurs de toute la Pologne n'a pas été explicitement et formellement prévue lors des négociations de Gdansk, il est possible que ceux qui entrent en lutte le fassent pour voir garantie, pour eux, l'application des accords et que, de ce fait, le mouvement qui persiste ne soit que la queue de celui qui a commencé il y a maintenant plus de deux mois.

Après le limogeage de Gierek

Ainsi, sous prétexte de raisons de santé — et bien que son état ait été déclaré depuis lors « satisfaisant » — Edward Gierek a été remplacé dans ses fonctions de premier secrétaire du Parti Ouvrier Polonais et numéro un du régime par Stanislaw Kania. Il a été limogé et on a pu se demander si l'opération fut directement inspirée par les dirigeants de Moscou, ou si elle est le résultat des seules luttes de personnes ou de factions rivales au sein de l'appareil de l'Etat et du parti polonais.

Les dirigeants soviétiques pouvaient tenter de porter un coup d'arrêt aux grèves qui se poursuivent en Pologne et à l'éclosion des syndicats libres à laquelle elles donnent lieu, en remplaçant un dirigeant, jugé incapable de maîtriser la situation ou trop tolérant à l'égard des grévistes, par un autre plus dévoué à leurs intérêts et moins suspect, du moins dans un premier temps, de velléités de satisfaire des revendications démocratiques de la population. La bureaucratie soviétique a des moyens d'exercer des pressions occultes, mais non moins directes et efficaces, pour réaliser un tel coup de force, même si elle est loin d'être maître des conséquences politiques que celui-ci peut entraîner. Les dirigeants soviétiques auraient pu choisir de prendre le risque, mais rien pourtant ne permet de dire que c'est ce qui s'est passé.

D'emblée, le nouveau dirigeant polonais, Kania, a tenu à rassurer les grévistes et tous ceux qui sont solidaires de leurs luttes et partisans de leurs revendications : **« Pour résoudre les conflits sociaux auxquels nous étions confrontés et qui ont pris forme de grèves, nous avons opté pour la méthode du dialogue et de la discussion (...). Nous sommes parvenus à des accords avec les Comités de grève et nous allons veiller à ce que ces accords soient mis en pratique »,** a-t-il aussitôt déclaré. Et encore : **« Nous prendrons soin de faire en sorte que les nouveaux syndicats puissent se développer de la façon annoncée par les organisateurs ».** Et comme pour ajouter quelques gestes symboliques à ses paroles, Kania est parti en tournée dans la région la plus chaude de la Pologne, sur les rives de la Baltique, dans l'intention d'afficher ses sympathies, réelles ou prétendues, pour les travailleurs des chantiers navals — dont on ne sait pas s'ils ont apprécié le geste.

Toujours est-il que Kania, pour le moment, ne s'oppose ni à la forme ni aux objectifs économiques et politiques du mouvement gréviste qui se poursuit.

Moscou, de son côté, semble avoir pris le parti de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Dans un message de Brejnev à Kania, ce dernier est qualifié de **« combattant courageux pour le communisme »** et il est gratifié d'un certain nombre de bons vœux — qui ressemblent certes à des rappels de ce que Moscou peut ou ne peut pas tolérer : Brejnev souhaite que le Parti Communiste Polonais conserve son rôle dirigeant et que la Pologne reste l'alliée de l'URSS.

Cela dit, même si la presse soviétique continue de s'en prendre aux **« ennemis antisocialistes »** et même si elle n'aurait fait explicitement mention des « nouveaux syndicats » polonais que pour souhaiter qu'ils **« mènent leurs activités dans le cadre des principes du socialisme »,** ce serait plutôt des indices que Brejnev est pour le moment prêt à s'incliner, dans l'attente et l'espoir que les choses rentrent rapidement dans l'ordre.

Ainsi, c'est probablement au sein de l'appareil du parti polonais que l'affaire Gierek s'est réglée. Celui-ci semble avoir été le lieu de luttes de personnalités ou de clans rivaux. Mais ces hommes ou ces factions représentent-ils des forces sociales dans le pays ou à l'extérieur, et lesquelles ? Le nouveau venu, Kania, est-il le réel instigateur du limogeage de Gierek ? Ou n'a-t-il été poussé au premier poste qu'à titre de potiche, parce que sa personnalité aurait été suffisamment neutre pour ne pas trop attirer les foudres de Moscou ?

Le quotidien **Le Figaro** affirme avec beaucoup d'assurance que c'est une faction de jeunes intellectuels et libéraux du parti, entre autres le dénommé Olszowski, écarté par Gierek il y a quelques mois et réintégré récemment dans ses fonctions, des hommes proches des milieux d'opposants politiques, qui ont conseillé les grévistes dans les négociations et seraient favorables à une évolution du régime vers plus de démocratie formelle, qui ont eu raison finalement de Gierek et de ses hésitations à procéder à un certain nombre de réformes. Mais ni ce que sont ou ce qu'ont été ces hommes, ni leurs gestes ou leurs propos actuels — tous les politiciens savent en changer au gré des circonstances — ne permettent de répondre à toutes ces questions.

Une chose est certaine : la faction qui s'est substituée à Gierek à la tête de l'Etat et du parti polonais, directement ou par Kania provisoirement interposé, semble vouloir s'appuyer sur les acquis des luttes grévistes et sur tous ceux, travailleurs ou intellectuels, qui souhaitent une démocratisation du régime. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'ils soient plus « libéraux ». Peut-être le sont-ils ; mais peut-être profitent-ils simplement d'un mouvement qu'ils comptent contrôler pour asseoir leur propre position dans l'appareil, l'asseoir vis-à-vis des collègues ou ex-collègues polonais qu'ils ont affaiblis ou éliminés, mais l'asseoir surtout vis-à-vis des Russes.

Et la question reste ouverte de ce que vont faire ces gens-là. Vont-ils rechercher plus d'assise populaire, pour mieux faire face aux

Gierek : dix ans ça suffit ! (AFP)

S POLONAIS

onfiance
opre force

Qu'il soit la queue ne signifierait pas pour autant qu'il ne puisse pas durer encore des semaines, voire des mois. Et il faut souligner que, bien involontairement probablement, la politique hésitante du gouvernement, qui n'a pas d'emblée proclamé la généralisation de l'application des accords et qui fait que les directions d'entreprises ne cèdent, grosso modo, que là où les travailleurs revendiquent, au besoin par la grève, n'est pas faite pour décourager les travailleurs de lutter.

Mais il est possible aussi que la mobilisation gréviste n'ait pas pour seul objectif l'extension du contenu des accords. Dans certaines entreprises, d'ailleurs, les travailleurs n'ont pas eu besoin de faire grève pour que le droit et les moyens leur soient donnés de créer leurs propres syndicats.

Peut-être les grèves dépendent-elles de la plus ou moins grande résistance des appareils locaux, mais peut-être aussi les travailleurs sentent-ils le besoin de mesurer leurs forces par la lutte. Peut-être la mobilisation est-elle donc plus large, et plus profonde.

Et dans ce cas-là, cela signifierait que la confiance ne règne pas ; que, consciemment ou non, de nombreux travailleurs n'attendent plus ni du nouveau gouvernement, ni des dirigeants de leurs entreprises, ni même peut-être de certains opposants politiques qui disent vouloir se mettre à leur service pour les aider à constituer des syndicats, mais d'eux-mêmes et d'eux-mêmes seuls, la satisfaction des revendications auxquelles ils tiennent.

Peut-être la grande majorité des travailleurs polonais ont-ils compris l'exemple de ceux de Gdansk et ont acquis la conscience que c'est en prenant eux-mêmes les décisions, et dans ce cas seulement, que les choses se feront comme ils le souhaitent. Les syndicats libres, finalement, les travailleurs les créent sous forme de comités de grève, avant d'en demander le droit.

Et si les travailleurs polonais ont acquis cette conscience-là, qu'ils n'obtiendront que ce qu'ils auront arraché par la lutte et qu'ils ne conserveront que les acquis qu'ils sauront continuer à défendre par leur mobilisation, c'est un immense gage pour l'avenir.

C'est à cette condition en effet, et à cette condition seulement, que l'immense mouvement de grève que connaît la Pologne, et qui lui a permis d'arracher des droits démocratiques, n'aboutira pas seulement à la mise en place d'un nouvel appareil syndical qui pourrait, hors de cette mobilisation, devenir un appareil aussi bureaucratisé, aussi anti-ouvrier que l'appareil officiel.

Michèle VERDIER

Kania : sorti de l'ombre ! (AFP)

dirigeants soviétiques et gagner plus d'indépendance à leur égard ? Ou vont-ils chercher à reprendre les acquis, ou du moins à empêcher qu'ils s'approfondissent ?

L'évolution dépend de bien des choses.

La Pologne est trop pauvre pour qu'une caste de démocrates libéraux — à supposer que les nouveaux dirigeants le soient — puissent, de leur propre chef et sans être bousculés par une puissante mobilisation populaire, satisfaire durablement ne serait-ce que les revendications économiques et politiques mises en avant aujourd'hui par les grévistes. Dans un premier temps probablement, et pour quelques mois, peut-être les salaires seront-ils augmentés et les prix bloqués. Les dépenses entraînées seront financées par les prêts en nature et en argent d'Etats étrangers. Mais tôt ou tard il faudra rembourser et payer la facture, plus les intérêts. Et on peut supposer qu'à nouveau, comme à maintes reprises dans le passé récent, les dirigeants devront augmenter les prix, au risque de déclencher à nouveau grèves ou émeutes.

Et pour ce qui est des revendications politiques, leur degré de satisfaction est exactement à la mesure des possibilités de satisfaction des revendications économiques.

Donner la parole à la population, la laisser s'organiser et décider de son sort dans des syndicats libres ou autres structures du genre, c'est lui permettre de mettre en avant des revendications de mieux-être — moral et matériel — qu'il faut ensuite être en mesure de financer. Et, ni sur le plan économique ni sur le plan politique par voie de conséquence, le régime polonais ne peut donner beaucoup à tous.

Alors, à défaut de cela, à défaut d'être capable de répondre aux aspirations de toute la population, le régime peut chercher à n'en satisfaire que quelques-uns ; donner par exemple à un nouvel appareil syndical, né de la lutte pour les syndicats libres, des avantages politiques et financiers pour lui-même, à charge pour lui de calmer et de berner les travailleurs. En se livrant à un jeu subtil de despotes éclairés, les nouveaux dirigeants polonais pourraient tenter de ne satisfaire qu'une petite élite de gens raisonnables, ex-opposants devenus bureaucrates de nouveaux appareils.

Mais ce serait miser sur une rapide démobilisation des travailleurs et de bien d'autres couches de la population. Ce serait compter sur la capacité et la volonté de ceux qui ont été mis à la tête des luttes de les freiner désormais rapidement et de tout faire rentrer dans l'ordre. Lech Walesa et les autres seront-ils ces hommes-là ? La question reste ouverte. Et pour l'instant, en Pologne, les grèves continuent et se succèdent un peu partout dans le pays, et on ne constate aucune démobilisation dans le puissant élan populaire pour gagner et garantir les libertés, ou les promesses de libertés, récemment arrachées.

M.V.

Quand les Etats occidentaux s'intéressent à la Pologne

La presse de ces dernières semaines a mis l'accent sur les aides financières proposées par certains pays occidentaux à la Pologne, pour lui permettre, disent-ils, de surmonter ses difficultés économiques et de répondre aux revendications salariales des grévistes.

Ces aides ne sont pas une nouveauté, elles existent déjà depuis de nombreuses années, et les Etats occidentaux n'ont pas attendu les mouvements de ces derniers mois pour tourner un œil intéressé — tant d'un point de vue politique qu'économique — vers la Pologne.

Pour ne citer que quelques exemples, en novembre 1956, déjà, les Etats-Unis se déclaraient prêts à accorder une aide financière à la Pologne. Si le gouvernement polonais l'avait alors refusée, à cause des conditions de contrôle qu'elle aurait entraînées, il n'en avait pas été de même l'année suivante où il avait accepté l'offre de 95 millions de dollars. Plus récemment, début 1979, les USA ont accordé à la Pologne un crédit de 300 millions de dollars, destiné à l'acquisition de produits agricoles.

De l'Allemagne Fédérale, la Pologne a reçu en 1975 un milliard de marks à 2,5 % d'intérêt, et 1,3 milliard à titre de retraite des travailleurs polonais employés par le IIIe Reich.

La France, quant à elle, a toujours eu des « relations privilégiées » avec la Pologne ; elle ne lui a pas mesuré les aides financières, qui l'avantageaient bien évidemment. Ainsi, en 1974, le gouvernement français a-t-il doublé ses crédits à la Pologne, lui accordant 4,5 milliards de francs, crédit servant à financer... l'achat de marchandises françaises. L'année suivante, nouveau crédit de 7 milliards de francs.

Comme on le voit, les aides économiques à la Pologne sont une vieille politique des pays occidentaux et elles se sont multipliées depuis une dizaine d'années, depuis que le gouvernement polonais prenant un peu plus de champ vis-à-vis de l'URSS comme tous les autres régimes de Démocraties populaires a choisi de commercer plus avec l'Occident.

Mais, si l'intention politique de telles offres de crédit est évidente, les Etats en question n'en tirent pas moins profit sur un plan économique. D'abord parce que les prêts sont souvent assortis d'intérêts substantiels. Et aussi parce que ces crédits servent en général prioritairement à l'achat de marchandises provenant des pays qui offrent si généreusement ces crédits. L'exemple des prêts accordés par la France en 1974 est en cela significatif, et il en fut de même pour l'Allemagne de l'Ouest en 1976, qui a accordé un crédit de 2,6 milliards de marks à la Pologne, devant permettre à celle-ci de financer des travaux résultant de contrats passés avec Krupp...

Comme on le voit, l'argent revient de toute façon dans les coffres des industries occidentales...

Marianne LAMIRAL

Nous nous sommes trompés...

Comme les lecteurs de notre précédent journal ont pu le constater, nous avons commis l'erreur de penser que la position personnelle de Gierek pourrait sortir renforcée de l'épreuve de force engagée pourtant contre lui par les grévistes ; qu'il pourrait tirer quelque profit — une plus grande indépendance vis-à-vis des dirigeants soviétiques — des acquis d'un mouvement auquel il a pourtant dû faire face contraint et forcé.

Nous avons pensé qu'il y avait une certaine hégémonie, sous la férule de Gierek justement, au sein de l'appareil d'Etat et du parti polonais. Ce n'était pas le cas ! Le limogeage de Gierek nous a apporté le démenti des faits.

Et si certains membres de l'Etat ou du parti ont bien renforcé leur position, provisoirement peut-être, c'est justement aux dépens de Gierek.

Mais il n'en demeure pas moins qu'à la faveur des récents événements, l'appareil d'Etat polonais, quels que soient les hommes qui l'incarnent pour le moment, a pu prendre un peu de champ par rapport à Moscou en se servant pour cela des revendications politiques des grévistes et de la mobilisation populaire.

Le problème posé pour l'avenir est de savoir si ce sont les travailleurs ou les catégories sociales dont l'appareil d'Etat représente les intérêts contre les travailleurs qui en conserveront le plus de bénéfice dans l'avenir.

M.V.

24.000 licenciements chez FIAT en Italie

En Italie, le groupe FIAT vient de prévoir une réduction d'effectifs très importante : 24 000 personnes sur 140 000 salariés seraient mises au chômage. La direction de FIAT propose pour l'instant le paiement complet par la « caisse d'intégration » (caisse d'assistance qui rembourse les heures de chômage partiel) des travailleurs au chômage pendant quinze ou dix-huit mois. Ensuite, on verrait en fonction de la situation du marché s'il conviendrait de procéder à des licenciements définitifs ou si FIAT se contenterait de bloquer l'embauche.

Cette décision de réductions d'effectifs, FIAT l'aurait prise à la suite de la chute des ventes sur le marché international. Il prévoit une réduction de sa production de l'ordre de 20 %, ce qui représente 475 000 voitures en moins.

Des négociations entre syndicats, gouvernement et FIAT ont lieu en ce moment, qui risquent d'être difficiles. D'autant plus dures d'ailleurs que le Parti Communiste Italien est retourné dans l'opposition.

Les réductions d'effectifs chez FIAT viendraient confirmer la crise de l'automobile dont on rend responsables les unités de production trop grosses, la concurrence sur le marché européen des marques japonaises...

Mais le patronat, bien sûr, pourrait prendre sur ses réserves, sur les capitaux accumulés pendant que les affaires allaient bien. Non : il préfère prévoir un planning de licenciements afin que ses profits ne diminuent pas. Les restructurations prévues dans ce secteur, comme dans bien d'autres, ne sont pas forcément une obligation économique. Elles sont aussi, sous couvert de la crise, le moyen de profiter d'un rapport de forces défavorable aux travailleurs, pour maintenir ou augmenter les profits en jetant à la rue des dizaines de milliers de travailleurs.

Marie-Claude SOLAC

dans les entreprises...

SNCF - Villeneuve-Saint-Georges

Compression des effectifs au Triage

A la rentrée de septembre, la direction du triage de Villeneuve-Saint-Georges a annoncé qu'elle allait procéder à une compression des effectifs : elle envisage de supprimer 10 % du personnel. 46 travailleurs doivent être retirés du chantier, sur environ 450.

Avant les vacances, la SNCF avait envoyé au Triage ceux que les cheminots appellent le « comité de la hache », pour effectuer des chronométrages. On savait que cela annonçait des suppressions de postes, mais on ne se doutait pas que la SNCF envisageait d'en supprimer tant. On a pu alors se rappeler que la direction avait dit, il y a quelques mois, que le triage de Villeneuve coûtait 40 % plus cher qu'il ne devrait. La SNCF avait déjà entrepris de le rentabiliser en introduisant des perfectionnements techniques : introduction du freinage automatique, composition des trains au départ par ordinateur.

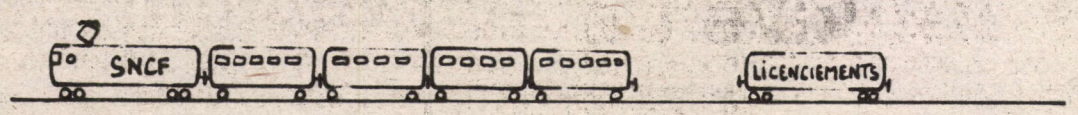
Mais aujourd'hui, c'est d'autre chose qu'il s'agit : la SNCF supprime des effectifs sans introduction de moyens techniques supplémentaires. Au terme des études du « comité de la hache », elle a défini un temps théorique qu'elle estime nécessaire pour chaque opération — par exemple une minute pour dételer un wagon. Et c'est en fonction de ces calculs qu'elle a estimé le nombre de cheminots qu'elle pouvait supprimer. Elle projette une réorganisation du travail dans laquelle chaque cheminot doit exécuter plus de tâches qu'il n'en faisait auparavant.

Par exemple, aux postes P et G, où l'on aiguille les wagons sur leur voie de destination, le travail est modifié de la façon suivante : il y avait jusqu'à maintenant un cheminot chargé de vérifier la destination des wagons sur leurs plaques. Un autre était chargé d'aiguiller les machines. Désormais, ces deux tâches seront confiées à un seul cheminot polyvalent, etc.

Les cheminots bénéficiant de la sécurité de l'emploi, personne ne sera licencié, mais les cadences de travail de ceux qui restent seront donc augmentées.

Une fois de plus, à la SNCF, le progrès technique, la rationalisation, au lieu d'aboutir à alléger le travail des ouvriers, se traduisent au contraire par un accroissement du travail. La politique de diminution des effectifs dans les chemins de fer se poursuit, au détriment des cheminots et des usagers.

Correspondant LO



AMIENS

Echec à l'expulsion

Samedi dernier, une famille du quartier d'Etouvie, à Amiens, a été violemment agressée par une vingtaine de policiers-déménageurs.

Sadok Djeridi, invalide, père de cinq enfants, ne pouvait plus régler ses loyers en retard. Sa femme, employée à mi-temps, n'arrivait pas davantage à payer les 1.700 F de loyer mensuel que l'office d'HLM lui réclamait en rattrapage des impayés.

Mais les huissiers se moquent de ces considérations. Pour eux, force doit rester à la loi.

Pourtant, ce samedi, les choses ne se sont pas passées simplement pour les expulseurs. De nombreux habitants du quartier d'Etouvie, indignés par la brutalité de la police, se sont opposés à l'expulsion. Il faut dire que l'attitude de la police fut particulièrement révoltantes. Elle frappa violemment deux des filles de Djeridi ainsi qu'un adjoint au maire communiste qui s'interposait, au point de les envoyer tous trois à l'hôpital.

La réaction des habitants fut immédiate. Un attroupement se formait, des voitures barraient la route au camion des déménageurs qui, finalement, préféraient se croiser les bras.

Au bout du compte, les meubles furent remontés, la famille réintégrée dans son foyer et les policiers-cogneurs durent s'esquiver.

Il ne s'agit peut-être que d'un sursis, mais les habitants du quartier d'Etouvie ont montré qu'on pouvait empêcher les expulsions en faisant jouer la solidarité.

Stéphane HENIN

GENERAL MOTORS - Strasbourg

Quand un des premiers trusts mondiaux fait la manche

Vendredi 6 septembre, la direction de General-Motors à Strasbourg nous a annoncé la mise au chômage partiel du 15 au 23 septembre. Cette mesure touche environ 1 900 personnes. Cette usine du trust General-Motors occupait il y a un an 2 800 personnes ; mais, depuis quelques mois, les effectifs sont passés à 2 500. Aux licenciements fréquents, venaient s'ajouter tous les mois une vingtaine de départs que la direction ne remplaçait pas. Et depuis le mois de juin, on savait que les carburateurs, les boîtes de vitesse et les convertisseurs de couple ne s'écoulaient pas, puisqu'ils s'entassaient sous d'énormes tentes dans la cour de l'usine. En effet, avec la crise de l'automobile, Opel, principal client de General-Motors en Allemagne, est en chômage pendant tout le mois de septembre.

Donc cette décision n'a été une surprise pour personne.

Aux dernières nouvelles, la direction propose d'indemniser les jours de chômage à 75 %. Mais elle prendra pour cinq jours 25 % de cette indemnisation sur la prime semestrielle. D'autre part, elle demande une aide publique au gouvernement.

Autant dire que c'est avec les sous de la population, avec nos sous, qu'elle se propose de nous payer ! Et voilà comment un des plus gros trusts mondiaux, qui déclarait 2,9 milliards de bénéfices pour 1979, fait la manche pour pouvoir payer ses ouvriers !

Correspondant LO

RPI - Pont-de-Claix

Non, ce n'est pas la fatalité !

Mercredi 3 septembre à 15 heures, une violente explosion ébranla l'atelier Xylochimie. Cet atelier était arrêté pour effectuer des opérations d'entretien. L'explosion serait due à une accumulation de gaz dans le geyser, un appareil qui sert à fabriquer des perles de pentachlorophénate de soude.

Au cours de cette explosion un ouvrier a été blessé à la tête alors qu'il effectuait une réparation sur un bac proche du geyser. Il est également atteint de difficultés respiratoires dues aux poussières de produit qui ont été projetées dans l'atelier. Deux autres ouvriers qui se trouvaient dans le secteur ont été commotionnés. Un appareil de plusieurs tonnes s'est décroché et est tombé d'une hauteur de plusieurs mètres à côté d'eux. Une partie de la toiture et les vitres de l'atelier ont été soufflées. A l'heure actuelle, on ne sait pas encore la raison pour laquelle une des sécurités n'a pas fonctionné.

Toujours est-il que la direction ne pourra pas se réfugier derrière la fatalité.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **RPI - Pont-de-Claix, Isère.**

RENAULT

La rentrée au département 14

Au département 14, les travailleurs rentrant de vacances le 2 septembre ont trouvé du changement. C'est dans ce département que durant le mois d'août la direction a fait évacuer des machines-outils avec l'aide des CRS, ce qui a entraîné la protestation de la CGT. Cela a été le cas notamment de la plupart des machines du bâtiment V5, à l'exception de deux ateliers, au point qu'aujourd'hui l'intérieur du bâtiment donne l'aspect d'un très grand hall pratiquement vide. Quant aux travailleurs de ce secteur, ils ont été mutés soit dans le département 49 — un département voisin — soit à U5, un autre bâtiment faisant partie du département 14.

Les réactions des travailleurs du département en cette rentrée ? Il y en a peu à vrai dire. Bien sûr, ils sont choqués que la Régie ait fait appel aux CRS pour faire son opération de déménagement des machines, mais depuis quelques mois les mutations avaient commencé à se faire sans réactions notables. La direction avait clairement annoncé au Comité d'Entreprise et aux délégués son intention d'évacuer un certain nombre de fabrications. La surprise n'a donc pas joué et pour les travailleurs mutés, le sentiment est surtout qu'ils ont une place. Par ailleurs, les travailleurs qui étaient sur machines individuelles ont, pour la plupart, été mutés sur des machines du même genre et non sur les chaînes de montage, ce qui était leur grande hantise.

Correspondant LO

Séguy à Billancourt

Vendredi 5 septembre, spectacle quelque peu inhabituel à Billancourt. Aux divers carrefours proches de l'usine des militants de la CGT étaient postés tandis que des haut-parleurs branchés aux grilles Zola et sur la Place nationale diffusaient « La Jeune Garde » ou « Le Chiffon Rouge », la chanson à la mode dans les manifestations CGT.

Toute la semaine, dans les ateliers, les militants de la CGT ont fait des réunions et des assemblées pour appeler les travailleurs à venir à un meeting, vendredi, *« contre le licenciement de Certano, avec la présence de Georges Séguy »*.

En fait, vendredi, c'est moins d'un millier de participants qu'a réunis le meeting, essentiellement des militants du Parti Communiste et de la CGT.

Le ton combatif de Séguy, l'esquive de la polémique avec la CFDT quand il a affirmé *« je préfère consacrer mon temps aux travailleurs dans les usines, au fond des puits de mine, sur les chantiers, dans les bureaux, c'est plus sympathique »* ont provoqué des applaudissements. La demande de réintégration de Michel Certano a été également exigée et applaudie, ponctuée par *« Certano avec nous »*.

Le meeting s'est terminé par une petite manifestation à la direction pour exiger la réintégration de Certano, mais les grilles sont restées fermées.

En fait, malgré l'effort de mobilisation déployé par les militants de la CGT, le meeting n'a pas eu le succès escompté. Si *L'Humanité* du lendemain se gargarisait du nombre de 5 000 prétendus participants, on était quand même bien loin de ce compte.

On ne peut pas, pour autant, en conclure à un manque de combativité des travailleurs de Renault.

La CGT a voulu donner au licenciement de Certano, son secrétaire général, une dimension dépassant le simple cadre de l'usine. Le geste de la direction, symbolique peut-être mais non moins ferme, et soutenu par le ministre du Travail lui-même, dépassait en effet ce cadre.

Mais en faisant de cette épreuve de force entre la CGT d'une part, la direction et le gouvernement de l'autre, un des points essentiels du meeting de rentrée de Georges Séguy, leader national de la CGT ; en mêlant à cette affaire la dénonciation de la politique dite de « casse des usines » que la CGT reproche à la direction de mener, la mobilisation pour le meeting en faveur de Certano prenait pour nombre de travailleurs, notamment les OS des chaînes de l'Ile, essentiellement des immigrés, un caractère politique qui ne leur donnait pas très envie de s'en mêler.

Cela dit, on ne peut pas dire que le ton général combatif de la CGT en cette rentrée reste sans échos. D'autant que nombre de travailleurs réagissent aux attaques patronales, dans tel ou tel secteur, quand elles les touchent plus directement. Depuis le meeting du vendredi 5 septembre, de nombreux travailleurs, sur plusieurs tronçons de chaînes, ont réagi par des débrayages à des changements de cadences entraînant des augmentations de charges de travail.

Et malgré la relative indifférence à la venue et au discours de Georges Séguy, la rentrée ne s'annonce pas comme de tout repos pour la Régie, à Billancourt.

Correspondant LO

MANUFRANCE

Les travailleurs ne veulent pas être liquidés

Ce serait bientôt la fin pour l'entreprise de Saint-Etienne : le dernier des administrateurs de la société, Blaise de Saint-Just, a démissionné le 10 septembre en ayant au préalable convoqué une assemblée générale des actionnaires le 25 septembre. On peut donc s'attendre à cette date à un dépôt de bilan de Manufrance, à une liquidation, et à ce que l'entreprise soit vendue, en entier ou par morceaux, aux plus offrants, s'il se trouve des acquéreurs.

Les « MANUS » manifestent dans les rues de Saint-Etienne. (AFP).

Les mille huit cent cinquante salariés et les syndicats n'entendent pas laisser faire. D'ores et déjà ils ont déménagé un stock de 40 000 fusils de chasse entreposés dans une annexe et les ont déposés dans leur usine afin de constituer un « trésor de guerre » en cas de vente de l'entreprise.

Après des mois de lutte et la nomination de divers administrateurs successifs, on se retrouve à peu près au même point qu'au départ de la crise de Manufrance : selon les milieux patronaux et gouvernementaux l'entreprise ne serait pas rentable, elle perdrait de l'argent tous les jours et il faudrait, pour pouvoir continuer, diminuer les effectifs. Ou plus précisément certains secteurs de Manufrance, comme le journal **Le Chasseur Français,** le secteur des cycles, seraient rentables, alors que les armes de chasse, et les ventes par correspondance ne le seraient pas.

Les syndicats disent qu'avec une aide de l'Etat, promise mais jamais parvenue, Manufrance aurait pu survivre. Quoi qu'il en soit, pour les capitalistes la politique semble claire : racheter les secteurs rentables et renvoyer les ouvriers jugés « en trop ».

Les salariés de Manufrance, comme tant d'autres, sont-ils donc condamnés à être les victimes de la situation, après avoir des années durant assuré la prospérité de l'entreprise ? Dans la situation actuelle où les syndicats se gardent bien d'organiser une lutte d'ensemble des travailleurs dans tout le pays pour contraindre la bourgeoisie à rogner sur ses profits, où ils cantonnent les luttes usine par usine, les travailleurs de Manufrance manquent sans doute de perspectives. Comment en effet contraindre tel ou tel patron, ou l'Etat, à prêter de l'argent, ou à devenir actionnaire de l'entreprise sans procéder à des licenciements ?

Toutefois les travailleurs de Manufrance ont depuis des mois amplement démontré leur combativité. Et ils peuvent faire comme avaient fait ceux de Lip il y a quelques années : se payer sur le capital, puisque les actionnaires refusent de rogner sur les profits. Il est peut-être moins aisé de vendre des fusils de chasse et des vélos que des montres, mais après tout pourquoi pas ? Et les ouvriers seraient parfaitement en droit de vendre directement le produit de leur travail, si les autorités décidaient de liquider l'entreprise à leur détriment.

André VICTOR

Les marins-pêcheurs de Boulogne tiennent toujours bon

La semaine dernière, le vote des pêcheurs salariés de Boulogne pour ou contre la continuation de la grève a été une surprise : le vendredi 5 septembre, les dirigeants de la CFDT, pourtant majoritaires, ont été désavoués par les travailleurs. Alors qu'ils préconisaient, en termes prudents, l'acceptation d'un projet d'accord conclu avec les armateurs, les marins n'en ont pas voulu et ont suivi la CGT qui refusait fermement ce compromis. L'accord prévoyait dans l'immédiat que les chalutiers repartiraient en mer avec l'effectif d'avant le conflit, 22 hommes par bateau, mais qu'ensuite un réaménagement des effectifs serait discuté et qu'on en viendrait aux 18 hommes par bateau, avec quelques compensations pour les marins.

Or c'est cela que les marins-pêcheurs salariés refusent, non seulement pour ne pas que certains d'entre eux restent à terre, mais aussi parce que le métier est déjà bien trop dur à 22 par bateau ; alors à 18...

Cette combativité des marins boulonnais, dont certains entrent dans leur huitième semaine de grève, fera peut-être réfléchir les armateurs, mais il est bien évident qu'après le reflux du mouvement des marins- pêcheurs indépendants, qui avaient fait grève, bloqué des ports, manifesté, et qui ont aujourd'hui repris le travail, la situation des grévistes boulonnais est difficile. Les syndicats organisent des collectes de solidarité pour que les marins puissent tenir bon.

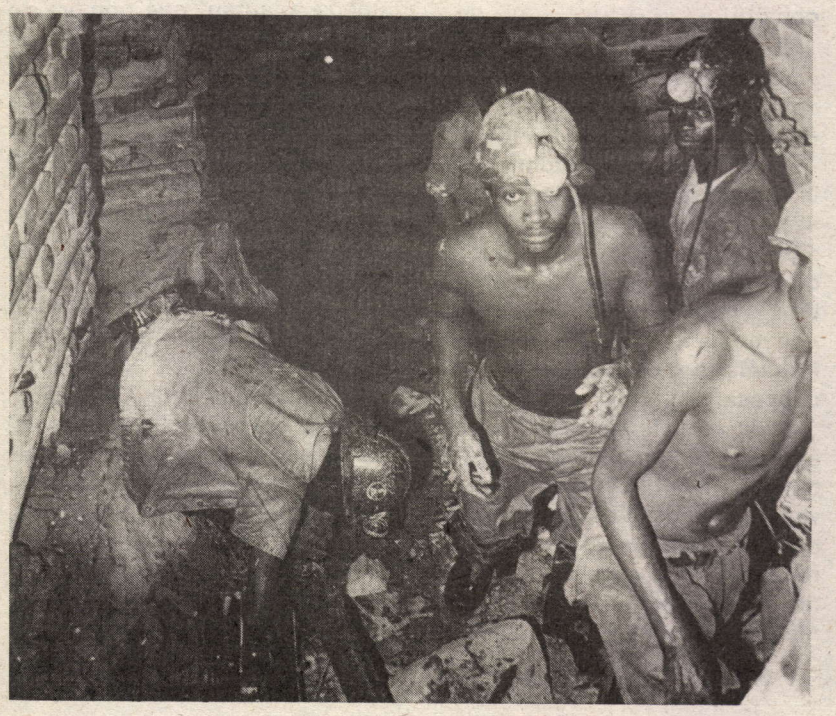
Les marins-pêcheurs arriveront-ils à imposer un recul aux armateurs ? Ce n'est pas dit. Mais la poursuite de la grève leur aura permis de montrer, en tout cas, qu'ils n'acceptent pas le « compromis » mis au point la semaine dernière, et qui consistait en fait en une acceptation pure et simple des réductions d'effectifs..

A.V.

LIVRES

« Le continent convoité »

d'Elikia M'Bokolo



Des richesse convoitées, des peuples exploités. (Norma)

Ce livre se présente comme un guide répertoire des Etats africains d'aujourd'hui. Pour chacun d'eux, il retrace rapidement la période coloniale, la décolonisation et la situation politique, économique et sociale actuelle. Des chiffres, des tableaux, des repères chronologiques permettent rapidement et quand même superficiellement, de situer les différents Etats africains et les faits les plus marquants de leur histoire récente : guerre du Biafra au Nigéria, guerre civile en Angola, constitution du Zimbabwe, etc.

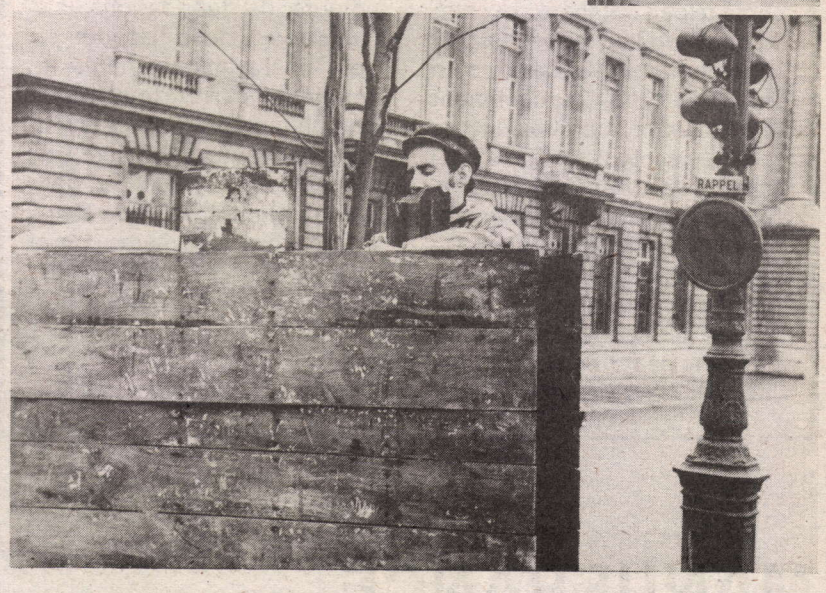
Essentiellement descriptif, cet ouvrage est un ouvrage de référence, une introduction à la connaissance de l'Afrique contemporaine. L'auteur, d'ailleurs, semble l'avoir conçu ainsi, qui donne de nombreuses indications bibliographiques à la fin de chaque chapitre, renvoyant à des ouvrages plus détaillés sur les divers pays.

Lucienne PLAIN

Le continent convoité *d'Elikia M'Bokolo. Ed. Etudes Vivantes, Sciences Humaines. 280 pages. 60 F environ.*

« Toutes les chances plus une »

de Christine Arnothy



Avec l'approche des élections présidentielles de 1981, il aurait été étonnant de ne pas voir un tel sujet exploité par les éditeurs. Voici donc un livre de circonstance qui nous décrit l'irrésistible ascension de Laurent Jay, dirigeant de l'Union pour la France libérale et candidat à la magistrature suprême. Que le lecteur n'y voie aucune allusion à quelque politicien réel que ce soit... ou qu'il y voit toutes les allusions qu'il veut : personnages et partis, dans ce roman, sont purement imaginaires, mais tous les traits de la vie politique française s'y retrouvent, simplement dans une combinaison un peu changée. Ainsi, Laurent Jay pourrait très bien être, selon les passages, Chirac, Giscard, Mitterrand ou Rocard — au lecteur de faire son bon choix !

Bien sûr, rien n'oblige un romancier à respecter fidèlement la réalité. Et le fait que le héros de ce roman puisse représenter n'importe lequel des leaders politiques souligne leur ressemblance.

L'ennui, c'est que Laurent Jay, justement, ne leur ressemble que jusqu'à un certain point. Au début du livre, certes, l'auteur fait justice des prétendues idées politiques de ces hommes : des phrases creuses élaborées par quelque éminence grise, auxquelles personne ne croit, et derrière lesquelles il n'y a qu'ambition, carriérisme et absence de scrupule. Et de voir un homme politique dans sa vie quotidienne, dans ses travers et ses mesquineries, ne le grandit pas.

Mais plus on s'enfonce dans le récit, plus le politicien retors fait place à un autre Laurent Jay, plus humain, envahi par le doute, faisant presque sa petite crise de révolte contre le système. Cette métamorphose s'est opérée par la grâce d'une jeune écologiste dont le héros s'est épris, car *Toutes les chances plus une* est aussi une histoire d'amour.

Tout cela donne un roman, certes bien écrit et qui se laisse lire, mais où la politique est ravalée au rang du conflit de générations et où l'amour parvient à transformer un vieux renard du centre-gauche en innocent agneau écologiste. Un conte de fées électoral en quelque sorte...

Jean-Louis CHAMPENOIS

Toutes les chances plus une *de Christine Arnothy. Ed. Grasset. 441 pages. 62 F environ.*

TELE

Sélection

Samedi 13 septembre

22 h 30. A2. Carnets de l'aventure : une visite spéléologique de l'Alpe souterraine, avec le spéléo-club de La Tronche, près de Grenoble.

Dimanche 14 septembre

15 h 55. A2. Troisième épisode du film TV, **César Birotteau,** réalisé d'après le roman de Balzac. Après le succès et la fortune, c'est l'heure de la débâcle qui sonne pour le boutiquier Birotteau.

17 h 35. FR3. Théâtre : **Le malade imaginaire,** de Molière, avec Michel Bouquet dans le rôle principal.

19 h 25. TF1. Les animaux du monde. L'émission est consacrée au zoologiste Pierre P. Grasse qui présente la vie insolite d'animaux aussi divers que les termites sud-américaines et les gorilles du Gabon...

22 h. A2. Une émission de Georges Arnaud et Roger Kahane sur les **détenus permissionnaires.** Traitant de la réinsertion des prisonniers dans la société, cette émission a attendu deux ans après sa réalisation, pour être enfin programmée à l'antenne.

22 h 30. FR3. Le cinéma de minuit débute un cycle Jean Gabin, avec la projection d'un film vaudeville de 1930 : **Chacun sa chance.**

Lundi 15 septembre

20 h 35. A2. Cartes sur table : l'émission intitulée **« Edouard Gierek »** et présentée par J.P. Elkhabbach et Alain Duhamel a été programmée avant le remplacement de Gierek par Kania, à la tête du Parti Communiste polonais. Si elle est maintenue, elle doit retracer la vie de l'ancien dirigeant polonais, depuis 1934 où il fut mineur dans le nord de la France jusqu'aux événements de Gdansk, cet été.

21 h 55. A2. Far west : l'épopée des chercheurs d'or, dans l'Amérique de 1860, à travers le témoignage du romancier Mark Twain qui participa lui aussi, à l'époque, à cette course au trésor.

22 h 05. TF1. Médicale. L'émission d'Igor Barrère et Etienne Lalou, intitulée **La part des autres,** est consacrée à l'homme, sa biologie et son environnement. Différentes personnalités médicales participent à l'émission.

Mardi 16 septembre

20 h 30. TF1. Ne me parlez pas d'amour. Une enquête-reportage sur la vie sentimentale et sexuelle des jeunes de 14 à 18 ans.

20 h 30. FR3. Western : Les Comancheros, avec John Wayne. Cow-boys, bandits et Indiens s'affrontent dans le sud des Etats-Unis, en 1843.

20 h 40. A2. Les dossiers de l'écran sont consacrés aux **encombrements du ciel.** Le débat est introduit par un film TV américain, intitulé **Collision,** relatant un accident d'avion en Yougoslavie qui, le 10 septembre 1976, fit 176 morts. Un représentant du Syndicat national des pilotes de ligne sera présent. Un débat d'actualité après le non-lieu qui vient d'être rendu au procès de la catastrophe aérienne de Nantes.

Jeudi 18 septembre

20 h 30. FR3. Film d'aventures : **La bataille de San Sebastian,** d'Henri Verneuil, avec Anthony Quinn. Une transposition de l'histoire des **« Sept mercenairs »** dans le Mexique du XVIII[e] siècle.

20 h 35. A2. Film TV : **Ça va ? Ça va !** Une comédie sur le thème du chômage et l'histoire des amours d'un vendeur et d'une ouvrière.

Vendredi 19 septembre

20 h 30. FR3. Le nouveau vendredi, propose la visite d'une galère antique, échouée par 20 mètres de fond au large de Giens. **La Galère de Giens,** nous entraîne, à la suite des archéologues sous-marins, dans la Rome antique.

22 h 50. A2. Le ciné-club propose une comédie musicale : **Pique-nique en pyjama,** sur le thème de la lutte menée pour une augmentation de salaire par les ouvriers d'une fabrique de pyjamas !

LIVRES

« Les chemins de l'exclusion »

de Lydia Tchoukovskaïa

Pour avoir fait publier ses romans sur la période stalinienne en Occident, pour avoir publiquement pris position en faveur de Sakharov alors qu'il faisait l'objet d'attaques violentes à l'automne 1973, pour avoir donné asile à Soljénitsyne durant ses derniers mois passés en Union Soviétique, pour avoir également soutenu Guinsbourg et Galanskov et pour avoir refusé de s'autocensurer, Lydia Tchoukoskaïa fut accusée de lutte fractionnelle et exclue de l'Union des écrivains soviétique en janvier 1974.

Lydia Tchoukovskaïa raconte son propre cheminement à l'intérieur de l'Union des écrivains. Comme beaucoup, elle a accepté pendant des années de faire des concessions, d'insérer dans ses écrits des paragraphes dictés par les bureaucrates, pour pouvoir faire publier quelque chose qui lui semblait plus important.

Puis avec les XX^e^ et XXII^e^ congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique arriva la période dite de « déstalinisation ». Il devint de bon ton de dénoncer les erreurs de Staline. Alors les œuvres écrites « pour le tiroir » sortirent de leur cache. Elle eut l'espoir de pouvoir faire publier son roman Sophie Pétrovna, **écrit en 1939 et qui dénonçait les purges de 1935-1937. Mais la déstalinisation n'a rien changé aux méthodes des bureaucrates.**

On réhabilite bien quelques écrivains victimes des purges, on en publie certains, mais sans avoir le droit de dire comment ils sont morts, victimes des assassinats de Staline d'avant la guerre.

A partir de 1968, Lydia Tchoukovskaïa a préféré ne plus chercher à se faire publier officiellement plutôt que d'avoir à mentir ou cacher la vérité. Pour elle, les générations qui suivent les massacres de millions d'innocents, les enfants, les petits-enfants des morts doivent savoir.

« Je voudrais, **écrit-elle,** que soit démonté, vis après vis, le mécanisme qui transformait en cadavre un être humain plein de vie, actif, brillant. Que ce mécanisme soit condamné (...). Il s'agit de démêler l'écheveau des causes et des conséquences, patiemment, nœud après nœud (...). D'expliquer le sort de millions de familles de paysans, de travailleurs chassés vers la mort ». **Et elle choisit de se battre.**

Vint alors le Samizdat, **ces œuvres dactylographiées clandestinement et qui circulent sous le manteau entre des milliers de mains. Mais les autorités leur font la chasse. Et depuis les années 1970, le pouvoir durcit son attitude à l'égard des écrivains. Il s'agit pour lui d'élever, de consolider le mur qui sépare avec soin les écrivains (certains d'entre eux du moins) du peuple.**

Trois dissidents : Soljénitsyne, Sakharov et Grigorenko. (AFP/SIPA)

Lydia Tchoukovskaïa prend la défense de ceux que le pouvoir couvre de boue et d'injures, elle dénonce la veulerie des intellectuels russes qui se taisent, qui se transforment en fonctionnaires pour adresser des « blâmes » aux uns et aux autres, pour dresser les dossiers des procès. La culture n'a rien à voir avec ces bureaucrates, proclame-t-elle, et elle appelle ses confrères à faire comme Vladimov, qui a démissionné de sa propre initiative de l'Union des écrivains.

Nulle part dans ce livre Lydia Tchoukovskaïa ne dit ses propres opinions sur le régime. Elle dénonce uniquement la répression, l'absence totale de liberté et la façon dont la dictature bureaucratique s'exerce contre les écrivains. Son témoignage est intéressant.

Patricia MULLAN

Les chemins de l'exclusion, de Lydia Tchoukovskaïa. Ed. Encre. 220 pages. 50 F environ.

« La tondue »

de Yves Croussy

Au lendemain de la Libération, Marie est traînée dans la salle de classe du village pour y être tondue devant tous les écoliers, avant la leçon de morale. On la soupçonne sur la seule foi d'une lettre anonyme d'avoir soigné un soldat allemand pendant la guerre. En fait ce qu'on reproche surtout à Marie, ce sont ses allures distinguées, ses airs distants, son entêtement à ne pas être comme tout le monde. Une injustice que le maire du village reconnaîtra, mais Marie n'en sera pas moins obligée d'aller terrer sa honte et sa douleur loin du village car « *personne ne souhaite rencontrer une tondue sur sa route* ». Dans la salle de classe où elle subit cet affront, parmi les écoliers-spectateurs se trouve son fils Manuel. C'est lui qui raconte l'histoire, son incompréhension de la cérémonie odieuse de la tonte, la honte et la peine de son grand-père, le père de Marie.

Après avoir été lui aussi tondu par ses camarades de classe, Manuel quitte le village à son tour avec son grand-père.

Il est d'abord enfermé dans la « colonie », un internat-prison pour pupilles où directeur, éducateurs et curé sont tous là pour mettre au pas ces enfants laissés pour compte. Puis ce sera le placement familial, d'abord chez des paysans cossus et sadiques, puis chez un couple de mariniers en lutte contre les affréteurs et les propriétaires et qui seront les seuls à lui témoigner un peu de gentillesse.

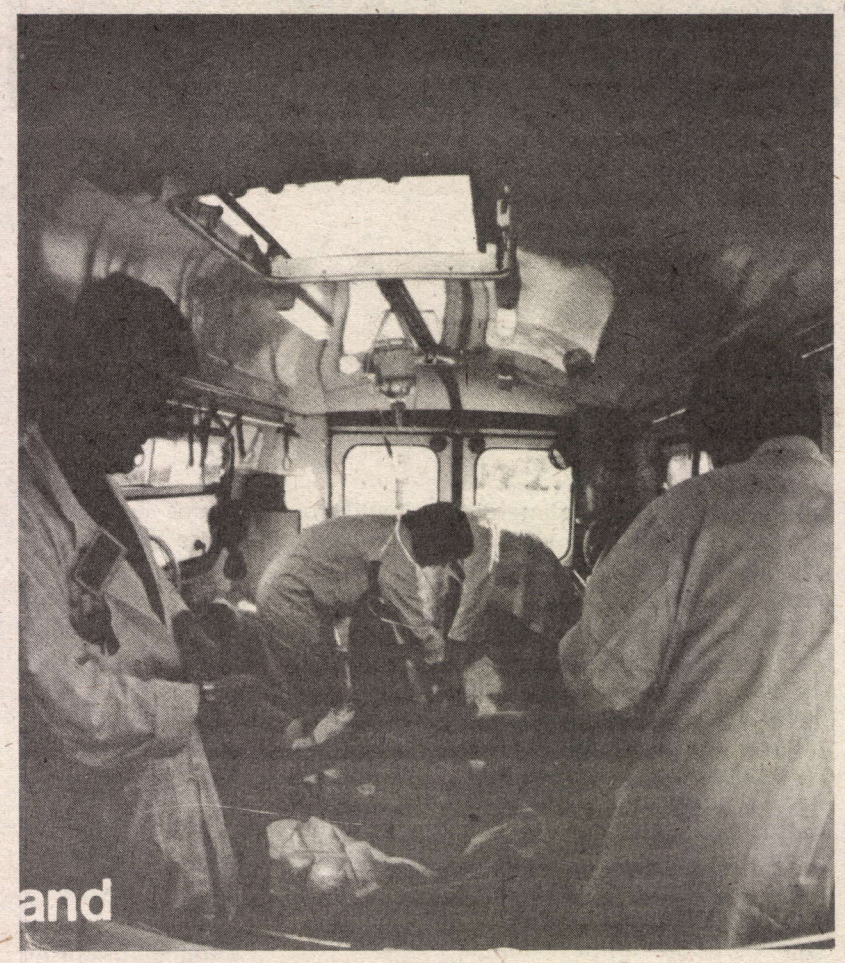
Privé de sa mère qui continue néanmoins à lui envoyer des lettres pleines d'amour en attendant le jour de leurs retrouvailles, se raccrochant à son grand-père qu'il aime plus que tout, Manuel dépeint le monde tel qu'il le voit de ses yeux de gosse de onze ans. Un monde qu'il a du mal à comprendre, fait d'injustice et de cruauté, un monde où « *la tendresse est aussi rare qu'un dahlia bleu* ».

Sophie GARGAN

La tondue *de Yves Croussy. Ed. Grasset. 35 F environ.*

« J'ai vécu avec les SAMU »

de Jean Manevy



Les SAMU, ce sont les Services d'Aide Médicale Urgente. Créés il y a dix ans dans le but de secourir le plus rapidement possible les blessés de la route, ils sont maintenant au nombre de soixante, répartis à travers toute la France — même pas un par département ; chiffre ridiculement bas encore, par rapport aux services qu'ils rendent et aux tâches qui sont les leurs.

Véritables petits hôpitaux ambulants, les camionnettes des SAMU interviennent dans tous les cas d'urgence. Ce sont quelques-unes de ces interventions que l'auteur, un journaliste qui a vécu un mois au SAMU de Créteil, rapporte de façon vivante, le travail des équipes médicales, toujours sur le qui-vive, jamais assez nombreuses, l'état d'esprit entre les membres de l'équipe. Il montre aussi les problèmes, notamment les insuffisances de l'équipement hospitalier.

Marianne LAMIRAL

J'ai vécu avec les SAMU, *de Jean Manevy. Ed. Balland. 50 F environ.*

FILMS

« Héros ou salopards »

Ce film raconte l'histoire réelle du procès que fit la justice militaire anglaise à trois de ses officiers au cours de la guerre des Boers, en Afrique du Sud, au début de ce siècle, procès qui aboutit à deux exécutions.

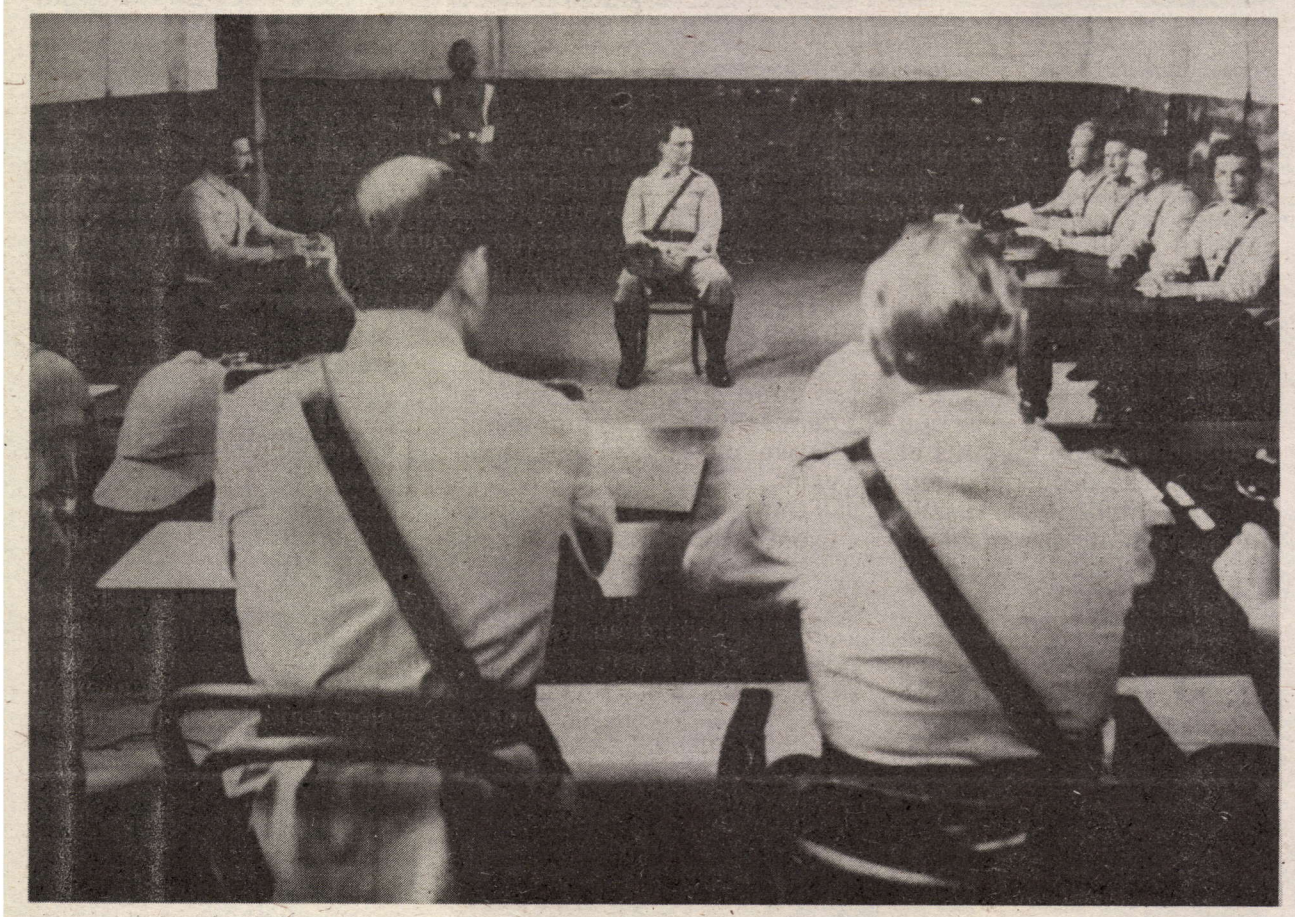
Que reproche-t-on à ces trois officiers ? D'avoir tué six prisonniers et un missionnaire allemand. C'est que dans le règlement de l'armée de « Sa Majesté », la guerre doit être belle et noble ! Sur le terrain par contre, c'est une autre affaire. Et en Afrique du Sud, contre les Boers, ces fermiers d'origine hollandaise qui étaient les premiers conquérants européens arrivés sur place, l'armée de l'impérialisme britannique s'était donné tous les moyens d'arriver à ses fins, c'est-à-dire de rattacher à l'empire d'immenses territoires où on venait de découvrir de fantastiques richesses minières. Contre la guérilla que menaient les Boers, les troupes anglaises s'essoufflaient malgré leur nombre. C'est dans ce contexte que Lord Kitchener, le nouveau commandant en chef donna l'ordre de ne plus faire de prisonniers : un ordre verbal seulement !

C'est pourtant parce qu'ils appliquèrent cette consigne que les trois officiers en question se retrouvèrent sur le banc des accusés, devant la cour martiale. Et cela parce que, faute de pouvoir vaincre définitivement sur le terrain, le commandement anglais finit par chercher un compromis avec les Boers. Et pour démontrer sa bonne volonté et son impartialité, il désigna les trois officiers comme boucs émissaires.

Le procès aurait dû être rondement mené si la justice militaire britannique n'était tombée sur un os en la personne de l'avocat désigné d'office. Pourtant, malgré tous ses efforts, malgré sa démolition pièce par pièce de l'acte d'accusation, malgré sa démonstration que les accusés n'avaient fait qu'exécuter les ordres, la raison d'Etat fut la plus forte et la cour martiale ne faillit pas à la longue tradition des tribunaux d'exception créés pour servir directement la politique des gouvernants. C'est ce que démontre le film.

Les exécutants, ceux qui font comme on dit « le sale boulot » sont sans doute des crapules. Mais ceux qui les forment, les éduquent, les utilisent, leur donnent des ordres, c'est-à-dire les états-majors et les gouvernants, n'hésitent pas à s'en débarrasser, à les sacrifier en cas de besoin. Les impérialistes n'ont pas de gratitude, c'est bien connu.

Claude CHARVET



« Pastorale »

Réalisé en 1976, ce film du metteur en scène géorgien Otar Iosseliani (dont un précédent film, **La chute des feuilles,** exprimait des sentiments nationalistes apparemment vifs dans la Géorgie soviétique), paraît seulement maintenant en France et n'est projeté que dans deux salles parisiennes. Pendant quatre ans, en effet, les autorités de l'URSS ont refusé au film le visa l'autorisant à être projeté à l'étranger...

Lorsqu'on voit ce nouveau film, on ne comprend pas très bien la raison de cette interdiction. Cinq musiciens viennent vivre quelque temps dans un petit village de Géorgie, en URSS, pour faire des répétitions. C'est l'occasion pour le réalisateur de montrer des images de la vie à la campagne : campagne pittoresque vue par les citadins, avec ses fleurs, ses vieux moulins, ses chansons populaires ; mais aussi réalités de la vie paysanne : les travaux des champs avec des outils archaïques, la vie familiale, les querelles de voisinage, l'arrogance de certains petits bureaucrates locaux, les repas de fête entre amis...

Malheureusement, on ne suit que très partiellement les dialogues du film. Les sous-titres sont trop peu nombreux et ne les traduisent que partiellement. Du coup, de nombreux détails ne sont pas perceptibles.

Malgré cet inconvénient, la sobriété du ton, la beauté des images en font un film plaisant à voir.

Marianne LAMIRAL

Sélection

FILMS RÉCENTS...

• PILE OU FACE

Un film policier. Si vous avez envie de passer un bon moment en compagnie de Philippe Noiret et Michel Serrault.

Rex 2e. UGC Opéra 2e. Bretagne 6e. Danton 6e. Biarritz 8e. Ermitage 8e. Caméo 9e. UGC Gare de Lyon 12e. UGC Gobelins 13e. Mistral 14e. Magic 15e. Murat 16e. Paramount Maillot 17e. Tourelles 20e.

• LE TROUPEAU

Un tableau de la Turquie contemporaine au travers de la vie d'une famille de nomades.

Studio de la Harpe 5e (vo). 14 Juillet 11e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

• THE ROSE

D'après la vie de la chanteuse de rock Janis Joplin, un film sur la déchéance d'une star.

Impérial 2e. Studio de la Harpes 5e (vo) Balzac 8e (vo). Kinopanorama 15e (vo).

• LE CHRIST S'EST ARRETÉ A EBOLI

Un intellectuel exilé par Mussolini dans un petit village, où règnent l'arriération, la misère et la domination quasi-féodale des notables.

Studio de la Harpe Huchette 5e (vo). Studio Raspail 14e (vo).

• MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN

Les aventures de Brian, né le même jour que Jésus. Un film loufoque des Monty Python.

Cluny Ecoles 5e (vo). Marbeuf 8e (vo). Trois Haussmann 9e (vo).

• KRAMER CONTRE KRAMER

La vie d'un couple puis sa séparation. L'apprentissage et le changement dans la vie du père qui se retrouve seul pour élever l'enfant.

Capri 2e. Cinoches 6e (vo). Marignan 8e (vo).

... ET MOINS RÉCENTS

BARRY LYNDON

Les aventures d'un jeune arriviste dans l'Europe du 18e siècle.

Studio Cujas 5e (vo). Paris 8e (vo). Calypso 17e (vo).

DON GIOVANNI

L'opéra de Mozart filmé dans un splendide décor.

Vendôme 2e (vo).

HAIR

Comédie musicale. Des jeunes face à la société américaine au moment de la guerre du Vietnam.

Palais des Arts 3e (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE

Un violent réquisitoire contre la guerre.

La Clef 5e (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU

Dans un asile psychiatrique, un simulateur sème la perturbation. Mais l'ordre sera rétabli.

UGC Opéra 2e. Palais des Arts 3e (vo).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE

Pendant la guerre de 1914, la condamnation « pour l'exemple » de trois soldats.

Le Seine Cinéma 5e (vo).

LAWRENCE D'ARABIE

Lawrence, agent secret de l'impérialisme britannique en Arabie sous domination turque, entraîne des tribus bédouines à la guerre contre l'Empire Ottoman. Un film passionnant sur les dessous de la politique britannique au Moyen-Orient.

Georges V. 8e (vo).

LITTLE BIG MAN

Un visage pâle est élevé chez les Indiens. Une dénonciation de l'extermination des Indiens par les Blancs.

Noctambules 5e (vo).

FILMS

« Le tonnerre rouge »

Nous sommes au Canada, à la fin du XIX^e siècle. Au cours de l'hiver, deux hommes d'une réserve indienne tuent une vache appartenant au Bureau des Affaires Indiennes, afin de faire vivre leur communauté. Tuer une vache sans autorisation mérite châtiment, et la Police Montée entend arrêter et punir les coupables. Elle arrêtera en effet l'un d'eux, mais pour peu de temps, car il s'échappe bientôt de prison et tue dans sa fuite l'un des « Tuniques rouges » lancé à ses trousses. Commence alors, pour un ami de la victime qui vient d'être tuée, une poursuite tenace du meurtrier, une traque sans fin qui conduit au drame. C'est le récit de l'affrontement entre les deux hommes, de cette chasse à l'homme, qui compose l'essentiel du film.

Mais les forces et les chances ne sont pas égales de part et d'autre, et c'est bientôt toute la machine répressive de la Police Montée que draîne dans son sillage le poursuivant. A partir d'un fait banal — une vache tuée pour se nourrir — c'est tout un engrenage répressif qui s'enclenche, jusqu'à prendre des proportions absurdes, monstrueuses, révoltantes. Et le film montre, sans grandes phrases, avec beaucoup de finesse, la vie des deux communautés, blanche et indienne, la première jouissant de tous les droits, de l'autorité de la loi et des armes, la seconde misérable, vivant de subsides, contre laquelle tout est permis. Et c'est avec beaucoup de retenue, et de façon d'autant plus poignante, que le metteur en scène décrit, à travers ce récit, le sort réservé aux Indiens vivant au Canada.

Lucienne PLAIN

« Atlantic City » *de Louis Malle*

Au temps de la prohibition aux USA, dans les années 1930, Atlantic City était à la fois la station balnéaire à la mode que fréquentait la population aisée de Philadelphie, et en même temps un petit paradis pour tous ceux qui vivaient de trafic d'alcool et de jeux clandestins.

Mais les touristes ont déserté Atlantic City, et la légalisation des débits d'alcool et des casinos a contraint les truands à chercher d'autres occupations.

Les premières images du film de Louis Malle donnent le ton : la destruction à l'explosif d'un palace du temps jadis. Puis apparaît Lou, un petit truand minable et vieillissant qui vivote grâce aux quelques sous qu'il parvient encore à collecter en prenant les paris de quelques habitués, et à l'argent de poche qu'il reçoit de la veuve de son ancien « patron », à qui il sert tour à tour de bonne à tout faire, d'amant et de souffre-douleur. L'on fait la connaissance d'une jeune femme qui n'a su échapper au trou perdu canadien où elle est née qu'en épousant un marginal douteux et sans scrupule. Aujourd'hui, elle n'a qu'un rêve : devenir croupier pour enfin connaître la vie brillante de Monte-Carlo.

Le film se déroule autour d'une vague intrigue policière au cours de laquelle Lou va s'ériger en protecteur de la jeune femme contre de méchants truands nouvelle vague (totalement dépourvus d'éducation et de classe... les truands ne sont plus ce qu'ils étaient !) et s'affirmer enfin en tuant les méchants truands pour protéger la belle...

Tout cela paraît désespérément naïf et gratuit. Et si la technique est parfaite, si le jeu des acteurs est bon, cela ne peut suffire. Ce qui domine reste l'image d'un monde morbide, pitoyable et dérisoire, auquel on a du mal à croire tellement il paraît fabriqué pour les besoins d'un scénario !

François ROULEAU

« Loulou »

avec Isabelle Huppert et Gérard Depardieu

Nelly (Isabelle Huppert) est jeune, belle, riche, mais elle s'ennuie quelque peu auprès de son mari (Guy Marchand), un publiciste jaloux et très pris par ses affaires. Dans une boîte de nuit, elle rencontre Loulou (Gérard Depardieu), un loubard en blouson de cuir, véritable colosse, à l'allure bestiale et au sourire... engageant ! Ils dansent ensemble, se plaisent, le mari se fâche. Nelly reçoit une giffle et part avec Loulou. Alors commence pour elle une nouvelle vie.

Sans travail, et content de l'être, Loulou est entièrement « disponible ». Ils passent leurs journées à faire l'amour, à faire la fête, à danser, à voir les copains de Loulou, chômeurs comme lui, zonards comme lui, qui font quelques « casses » pour gagner un peu d'argent, qui n'ont aucune envie de trouver du boulot, eux qui **« savent tout faire mais rien précisément ».** Nelly troque l'appartement conjugal cossu contre une chambre d'hôtel, entretient son amant et trouve ça normal, puisque ça leur permet justement de s'aimer sans problème, sans penser à autre chose.

Au travers des rapports de Nelly et Loulou, le réalisateur dépeint avec sensibilité ce milieu de marginaux, qui vivent au jour le jour, qui mènent en fait une vie bien vide, sans dialogue, sans échange véritable, où les relations sont pauvres et sans responsabilité de part ni d'autre.

Les personnages sont décrits au travers du milieu dans lequel ils vivent. Il n'y a pas à proprement parler d'histoire, mais une série d'instantanés réalistes sur la vie de jeunes comme il y en a beaucoup, qui n'ont ni la possibilité ni l'envie de quoi que ce soit et qui traînent leur existence sans autre perspective que le plaisir immédiat.

Sophie GARGAN

« Rien n'arrête la musique »

avec le groupe « Village People »

Commandité par le fondateur du groupe disco américain « Village People », ce film prétend raconter les débuts de cette formation et comment elle a percé, mais de façon totalement imaginaire.

Le groupe est formé de jeunes, présentés comme farfelus et dynamiques, à l'image de la population de Greenwich Village, le quartier du non-conformisme et de la vie de bohême à New York.

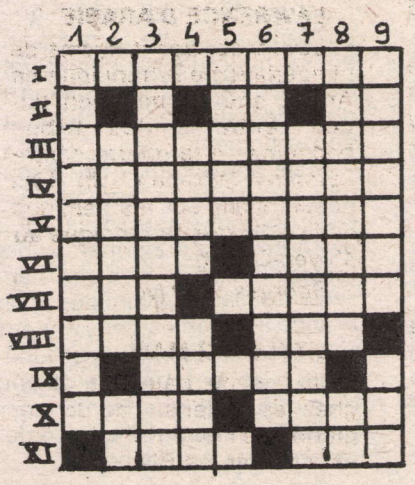
Mais, malgré leurs excentricités, ils s'avèrent bien conformistes. S'ils n'ont peur de rien, c'est lorsqu'il s'agit d'aguicher un grand du show-business ou pour se lancer grâce à une publicité télévisée sur le lait.

Il s'agit, nous dit-on, de la musique de la jeunesse libre des années 1980, que « rien n'arrête » ; mais rien n'arrête surtout le désir de ces jeunes de réussir, de devenir des stars, ce que sont devenus effectivement les « Village People ».

Mais surtout rien n'arrête le fondateur du groupe, un homme d'affaires, dans sa tentative de créer une légende autour de « Village People ».

Une bonne affaire peut-être, mais un mauvais film...

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — 1. Il fait souvent la gueule. — 2. Il est sur les dents. Symbole chimique polluant. — 3. Ils ont tendance à se bureaucratiser. — 4. Auras des soubresauts. — 5. Sévérité. — 6. Au-delà du couple. Ville de l'Océan indien. — 7. D'un auxiliaire. Il suit la voie à reculons. — 8. Poulbot retourné. Début d'écart. — 9. Prénom d'une célèbre actrice de Pagnol. — 10. Un fleuve et deux lacs. Semblables. — 11. Un double crochet. Pas futé.

VERTICALEMENT. — I. Garde le lit. — II. Démangeaison. Note. — III. Jeux de mains. — IV. Véhicule. Adverbe. — V. Une des artères principales. — VI. Fabriqueraient. — VII. L'iris et le glaieul en sont. — VIII. Fera du bruit. Saint. — IX. Frappent. D'un auxiliaire.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	R	I	N	T	A	N	I	E	R
II	R	A	N	G	E	M	E	N	T	■
III	I	C	T	E	R	E	■	D	R	A
IV	M	I	E	L	■	R	O	U	E	N
V	E	N	G	A	G	E	M	E	N	T
VI	V	E	R	■	I	■	O	■	N	I
VII	E	■	A	P	R	E	■	T	E	D
VIII	R	A	L	L	O	N	G	E	R	A
IX	E	M	E	U	■	I	■	R	A	T
X	S	E	S	S	I	L	E	■	S	E

RENTRÉE SOCIALE CHAUDE :

Maire et Séguy prêts à se battre... entre eux

Finies les vacances. C'est la « rentrée sociale », nous dit-on, et certains se demandent si elle sera « chaude ».

Si l'on en juge par les discours des dirigeants syndicaux, les attaques de Maire contre Séguy, et celles de Séguy contre Maire, ça chauffe déjà. Le torchon brûle même entre les leaders de la CGT et de la CFDT.

Maire a reproché vertement à Séguy de faire de « l'agitation-spectacle » et surtout de s'aligner sur la politique sectaire et anti-unitaire du Parti Communiste. « Sectaire et anti-unitaire toi-même », a répondu grosso modo Séguy, tout en disant qu'il ne s'abaisserait pas à des « polémiques dégradantes ».

Maire dit que Séguy s'aligne sur Marchais et Moscou. Séguy dit que Maire s'aligne sur Barre et Ceyrac. Pour l'un comme pour l'autre, l'important est surtout qu'il ne faut pas confondre la CGT avec la CFDT, ni vice-versa. Ça bataille donc ferme.

Ce n'est pas nouveau mais le ton monte. Des deux côtés, on dépense de l'énergie et de la combativité dans la querelle. Au point qu'on peut se demander s'il restera assez de combativité à Maire et à Séguy pour organiser la nécessaire riposte des travailleurs à la politique anti-ouvrière des patrons et de leur gouvernement.

Les prix continuent de monter, le nombre de chômeurs de s'accroître, les salaires restent à la traîne et le niveau de vie des travailleurs baisse. Et Barre s'en réjouit. Bien qu'il soit plutôt gros et gras, il n'a pas de honte à prêcher la « modération » pour les salariés à la télé, et de traiter de « nantis » les travailleurs qui bénéficient encore de quelque garantie de leur emploi.

Alors contre les patrons et les larbins qu'ils ont au gouvernement, toute la classe ouvrière doit riposter. Réductions d'effectifs et chômage, hausses des prix, salaires en retard, difficultés accrues pour joindre les deux bouts : les problèmes sont les mêmes pour tous, la lutte revendicative pourrait aussi être la même. Même déterminées et dures, les luttes isolées — comme celles des marins-pêcheurs ou des poseurs de rails — sont finalement peu efficaces. Si les cheminots ou les électriciens font grève tout seuls, ils gênent autant les autres travailleurs que le patronat. Ce serait autre chose si nous nous y mettions tous ensemble ; si nous mettions toute la vapeur dans le même piston pour que gouvernement et patronat aient vraiment peur de l'explosion de notre colère.

Les grévistes polonais se sont passés des syndicats qu'ils avaient. Ils se sont organisés eux-mêmes, en dehors des appareils existants. Ils se sont donnés d'autres organisations, leurs comités de grève, ils ont remporté un immense succès, en deux mois seulement, en luttant tous ensemble pour des revendications communes.

La tâche n'est pourtant pas plus difficile ici qu'en Pologne, même si elle n'est pas plus facile.

Nous aussi, nous pouvons nous passer de dirigeants syndicaux plus absorbés par leurs rivalités et leur concurrence que par les intérêts de la classe ouvrière, et capables seulement de refuser en commun de préparer la lutte d'ensemble pourtant indispensable.

Nous pouvons laisser Maire et Séguy à leurs querelles. Si les directions de la CGT et de la CFDT font défaut, nous pouvons nous aussi créer des comités de grève, les relier les uns aux autres, en ne comptant que sur nous.

Alors seulement nous pourrons arrêter l'offensive du patronat et du gouvernement contre tous ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre.

(Editorial des bulletins d'entreprises)

Séguy et Maire : marcher séparément et se frapper ensemble... (AFP)

« L'Espoir au présent »... ou la future campagne de Marchais

Georges Marchais vient en quelque sorte de lancer sa campagne pour les présidentielles en présentant son livre *L'espoir au présent*, publié par le PCF aux Editions Sociales, livre qui n'est autre qu'un récapitulatif complet des positions exposées au fil des jours dans les articles de *L'Humanité*. La personnalisation se résume à la couverture et à quelques formules rédactionnelles à la première personne du singulier.

A côté d'un plaidoyer contre les conditions faites à la classe ouvrière ou celles faites aux populations du Tiers-Monde — auquel on ne peut que souscrire — on y retrouve donc la défense et l'illustration du soutien sans réserve au nucléaire, du « *Produire Français* », ou du « *bilan globalement positif des pays socialistes* ».

Quelques mots d'explication également sur l'Afghanistan. Du moins si on veut bien accepter pour explication que ce pays ait lui aussi le droit « *de conclure des accords internationaux d'aide mutuelle* » suivie de l'affirmation de Marchais : « *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un principe auquel nous tenons* ». Ah bon !

Toujours partisan d'un « *Socialisme à la française* », dans l'ouvrage qu'il signe, Georges Marchais dit « *Oui à la révolution* ». Il y fustige même l'électoralisme, au moins en apparence : « *Pour la bourgeoisie, la politique consiste à faire voter les travailleurs tous les cinq ou sept ans en leur disant « Votez, votez et laissez-nous faire, regardez la télévision ». C'est la pratique de la délégation de pouvoirs, des notables agissant et décidant à votre place, des accords (et bien souvent des combines) d'états-majors* ».

Tant pis pour les électeurs ou les militants du PCF qui pourraient regretter que l'état-major de leur parti ne se soit pas souvenu de ces principes pendant des années durant, et qu'il ait fait de l'élection de Mitterrand, de la conquête de la majorité électorale par la gauche le but de toute sa politique.

Si Marchais dans *L'espoir au présent* ne craint pas aujourd'hui de dire « *oui à la révolution* », il ne faut pas pour autant s'attendre à le voir tracer un plan de mobilisation et de lutte pour la classe ouvrière.

L'exhumation de principes qui furent ceux du véritable communisme par Marchais, de même que son hostilité affichée au Parti Socialiste, restent l'expression de son opportunisme électoral. En l'occurrence celui des prochaines présidentielles et des prochaines législatives, au cours desquelles il s'agit de contrecarrer le grignotage de son électorat par le Parti Socialiste, et de préserver ainsi ses chances de participer un jour au pouvoir bourgeois.

Car « l'espoir » qui reste au PCF et à son secrétaire général est au futur : c'est celui d'avoir comme il dit « *un Parti Communiste fort* ». Traduisez : susceptible d'avoir des ministres au gouvernement !

Louis GUILBERT

Espagne

Quand Suarez se succède à lui-même pour la quatrième fois

La formule qui a présidé à la composition du nouveau gouvernement espagnol est, une fois de plus, celle du « on prend les mêmes et on recommence ». Quelques ministres changent d'affectation ; quelques-uns s'en vont, à commencer par celui qui est considéré depuis des années comme le bras droit de Suarez, Abril Martorell ; d'autres, qui avaient été évincés lors d'un précédent remaniement reviennent, comme l'ancien ministre des Finances Fernandez Ordonez qui a depuis travaillé à se faire une réputation de libéral. Mais à la tête du gouvernement, reste l'immuable Suarez, flanqué dans son ombre d'un non moins inamovible vice-président, le général Gutierrez Mellado, incarnation tout à la fois du soutien dont le régime bénéficie de la part des sommets de l'armée, et de la vigilance de ceux-ci.

C'est ainsi le cinquième gouvernement que préside Suarez, depuis l'été 1976. C'est que, s'il pourrait être tentant de changer le président du gouvernement, en sacrifiant l'ancien aux mécontentements nés d'une situation économique de plus en plus difficile, on ne voit pas trop qui — dans le cadre de la majorité gouvernementale actuelle — pourrait remplacer Suarez, avec une autorité supérieure à la sienne.

C'est que les hommes politiques dont dispose aujourd'hui la bourgeoisie espagnole manquent trop, pour la plupart, de passé (du moins de passé avouable !) pour pouvoir avoir un avenir à court terme, comme éventuel chef de gouvernement.

L'exemple de Suarez montre certes qu'en certaines circonstances un quasi inconnu peut parfaitement faire l'affaire. Mais en réussissant au mieux des intérêts de la bourgeoisie la délicate opération de la transition sans vague du franquisme au parlementarisme, Suarez s'est donné une stature d'homme politique, en même temps qu'il se forgeait — avec l'appui du PC et du PS — une certaine autorité et une certaine popularité. On ne voit pas aujourd'hui quelle réussite de ce genre pourrait permettre à un éventuel successeur de Suarez de se gagner ce genre de crédit.

La bourgeoisie espagnole n'est certes pas entièrement dépourvue de solutions politiques de rechange. Ne serait-ce que sur le plan parlementaire, Suarez a au moins deux concurrents tout prêts à offrir leurs services, et dotés d'une certaine stature : Fraga Iribarne à sa droite et Felipe Gonzalez, le leader du Parti Socialiste, à sa gauche. Mais tous deux correspondent à des solutions politiques différentes pour la bourgeoisie, et qui ne lui sont pas nécessaires aujourd'hui.

Alors, en dépit de l'effritement d'une popularité due à l'aggravation de la crise économique (qui pèse plus lourdement en Espagne qu'en France), à son incapacité de résoudre le problème basque, en dépit aussi de la précarité de sa majorité parlementaire, Suarez n'est peut-être pas prêt d'abandonner la direction du gouvernement.

Mais après tout, que l'Espagne possède aujourd'hui un chef de gouvernement critiqué de toute part, mais inamovible tant qu'il rend service aux classes possédantes (alors que sous Franco les mêmes gens étaient à l'abri de toute critique publique) n'est-ce pas le signe même du fait que le pays est passé de la dictature au parlementarisme bourgeois ?

François DUBURG

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46 450